

Avant-propos

Les pages qui suivent m'ont été demandées par mes enfants : « Papa, qu'est-ce que tu as fait dans ta vie ? » Je passe ainsi le témoin de ce que j'ai vécu, espérant que mon parcours inspire ceux qui le liront. Sans prétention, j'ai cherché à me remémorer les moments les plus forts de mes années. Il y en a beaucoup d'autres, trop intimes pour que je les raconte, mais très fortement ancrés dans ma mémoire.

En voici pourtant un qui m'a touché de très près. Le pasteur qui a célébré le culte funèbre de mon père m'a dit peu de temps après : « Tu sais, il est rare que les pères comprennent leurs fils ». Je garde de ce moment de séparation un souvenir émouvant. Mon père, aumônier de la prison de St. Antoine, y avait fait la connaissance de l'aumônier catholique. Ils fraternisèrent, rigolant du lieu de leur rencontre. Papa avait dit à son collègue romain : « Si tu es là lors de ma mort, je te demande de faire une prière ». Sentant que le moment de partir était arrivé, mon père passa quelques jours à l'hôpital de gériatrie. Il déclina rapidement, tant parce que le personnel soignant, en majorité, le traitait comme un petit garçon que parce qu'il désirait s'en aller. Après lui avoir lu un passage de la Bible (Jean 17), le personnel me demanda de partir. « On vous appellera ». Dieu a voulu qu'au moment de sa mort, le pasteur cité plus haut, collègue de mon père et ancien pensionnaire du Nord de la France chez nous pendant la guerre, ainsi que le curé de la prison se trouvent là. Le prêtre put dire la prière que lui inspirait ce moment. Il le raconta lors du service funèbre à St. Gervais. De l'œcuménisme vécu. Un rêve après lequel j'ai couru toute ma vie – ou presque – en chantant : « D'un nouveau monde, qui sur Dieu se fonde, Compagnons, nous jetons les assises profondes ».

Des compagnons, j'en ai eu beaucoup, et je chéris les souvenirs des moments vécus ensemble, en dépit des heurts occasionnels. Impossible de les nommer tous. Qu'ils trouvent ici le reflet de quelques aventures partagées.

1. Fils de pasteur

Ce sont les pires ou les meilleurs...ai-je souvent entendu dire autour de moi. En fait, la question ne s'est jamais posée pour moi. Malgré des périodes d'incompréhension et de jugements hâtifs de ma part, mon père a toujours eu une place importante dans ma vie. Il avait fait la « mob » comme caporal pendant la première guerre mondiale, puis invoqua l'article 13 du règlement de service qui permet aux ecclésiastiques d'être dispensés de service contre paiement de la taxe militaire. Il faisait partie du bataillon d'infanterie de montagne 10, et servit sous les ordres du capitaine Favrod-Coune . Au lieu d'exercer le pas de l'oie sur la place du village jurassien de Soyhières, non loin de la frontière tenue par les troupes allemandes, leur officier donnait souvent l'ordre à la compagnie d'exercer le camouflage pour que le colonel ne les voie pas. Pas très sérieux. Mais s'ils avaient dû se battre contre des envahisseurs, ils l'auraient fait sans hésiter.

Puis mon père fut nommé suffragant à l'Eglise française de Bâle. Parce qu'il était bien fait de sa personne, on raconte que de nombreuses jeunes prétendantes venaient écouter ses sermons ! C'est à Bâle, que mon père rencontra ma mère, France Stieffel, alors infirmière pour la Croix-Rouge, qui s'occupait des trains de grands blessés belges rapatriés par les Allemands selon les Conventions de Genève. Née à Sainte-Marie-aux Mines sous l'occupation allemande, ma mère venait d'une famille de quatre enfants, nés de parents profondément patriotes et attachés à la France. Sous l'oreiller, mon grand père cachait un drapeau tricolore. Il était directeur d'une usine textile. Pendant la guerre de 1870, il se battit courageusement, mais les Allemands étaient les plus forts, et avec un pied gelé par la neige, il fut interné en Suisse avec l'armée Bourbaki totalement encerclée dans le Jura. Pendant la première Guerre mondiale, en 1914, son seul fils, Georges, s'engagea dans la Légion étrangère pour éviter d'être incorporé de force dans l'armée allemande comme tous les jeunes Alsa-

ciens, et fusillé comme déserteur. Il prit le nom de la deuxième épouse de mon grand-père, dont la première femme était morte en couches lorsqu'elle donna naissance à celle qui devait devenir ma marraine et connaître une fin de vie difficile.

Ayant reçu à l'âge de seize ans une vocation pastorale qu'il considéra toute sa vie comme un ordre de Dieu, mon père fit ses études de théologie à Lausanne à la Faculté de théologie de l'Eglise libre. Il y trouva des amis qui lui gardèrent une amitié fidèle pendant toute leur vie. De même qu'à la société d'étudiants de Zofingue, dont il fut président et auteur d'une fameuse « revue ». Avec celui qui serait mon parain, Eugène Delessert, il fit toutes les crasses que des jeunes gens de leur âge pouvaient faire sur les quais de Lutry où ils habitaient. Ce qui n'empêcha pas mon père de recevoir un diplôme pour avoir contribué au sauvetage des occupants d'un bateau, le « Fram », victime d'une des terribles tempêtes dont le Léman a le secret et de sauver une personne qui se noyait.

Après Bâle et le mariage à Lutry par le professeur Bridel, mes parents partirent pour St. Denis, dans la banlieue parisienne, où la paroisse luthérienne avait demandé de l'aide pour remplacer leur pasteur mobilisé. C'est là qu'ils entendirent tonner la « Grosse Bertha », le super-canon à longue portée avec lequel les Allemands bombardaient Paris toutes les vingt minutes, nuit et jour. Un gros morceau d'un obus tomba dans la cour du presbytère. Puis mon père fut frappé par la grippe espagnole, qui faillit l'emporter. Comme remède salvateur, il devait manger beaucoup de raisins. La famille Sarasin de Bâle, dont ma mère avait élevé les enfants, s'arrangea, nul ne sait comment, pour faire parvenir à Paris des petites caissettes contenant le fruit guérisseur. Pourtant, épuisé par la maladie, mon père dut rentrer en Suisse et s'installer à la montagne. Ce fut à Vers-l'Eglise, près des Ormonts, comme pasteur convalescent qu'il passa les quatre années suivantes. Pendant l'été, mes parents accueillaient des amis, des pensionnaires – dont la fille de celui qui serait un jour le général Guisan – des paroissiens de Paris en quête d'air pur et de nourriture saine. Avec son beau-frère,

Auguste Vautier, professeur de latin au Collège classique de Lausanne, mon père escalada la plupart des sommets des Alpes vaudoises,¹ sans oublier d'aller rendre visite à ses ouailles de la vallée.

Puis, un jour, le pasteur Aloys Gautier – un vieil ami de la famille - arriva aux Ormonts et mit mon père au défi de venir en Belgique pour y prendre une paroisse, à Jumet, en plein pays minier où l'alcool faisait des ravages que seule une foi solide pouvait conjurer. Adieu les belles montagnes ! Et bonjour à l'Eglise missionnaire belge que de nombreux pasteurs suisses venaient soutenir.

C'est à Jumet que je vécus mes premiers mois, après ma naissance à Mulhouse où vivait ma grand-mère. dévoiler une plaque rappelant le séjour du grand pianiste. Mélanie Burnier, nièce de mon père, vint prêter main forte à ma mère fortement sollicitée comme femme de pasteur. Dans ce contexte, Mélanie reçut la vocation de rejoindre la communauté des sœurs de St. Loup, une œuvre admirable bâtie sur le renoncement à soi-même, doublée d'un hôpital de grande réputation. Appelé en 1927 par la paroisse de l'Oratoire dans l'Eglise libre de Genève, mon père emmena sa petite famille en Suisse. Il racontait souvent comment le chauffeur de la locomotive à vapeur avait chauffé mon biberon en gare de Luxembourg ! Arrivés à Genève, nous avions la chance d'avoir des amis qui trouvèrent un appartement à côté du Temple, à la rue Tabazan (le dernier bourreau de Genève !). C'était l'appartement où Franz Liszt avait passé un an avec l'une de ses maîtresses. Plus tard, le consul de Hongrie vint

Farceur de gamin

Mon enfance se déroula dans la Vieille Ville, avec quelques camarades que je n'ai jamais perdus de vue et qui fréquentaient comme moi l'Ecole Champod. Ah ! cette chère école, située dans un petit parc avec des arbres sur lesquels nous grimpons ; des chemins dans ce que nous appelions la forêt vierge où nous jouions au train, avec un horaire à respecter. En bas, dans le verger, nous avions chacun un

¹ Les Alpes vaudoises, par Auguste Vautier, Illustrations par Fred Boissonas, Georges Bridel éditeur, 1907

petit bout de terre que nous devions cultiver : fleurs, radis, carottes, cresson. C'était merveilleux. Le lundi matin, Mademoiselle Champod nous apprenait des chants patriotiques. Dans la véranda, des établis nous permettaient d'apprendre à scier du contre-plaqué et à fabriquer différents objets. Et puis les fêtes de Noël étaient merveilleuses, sans oublier les gâteaux qui suivaient l'apparition des rois mages. A la fin de l'année scolaire, devant tous les parents réunis dans le jardin, nous présentions des danses et des rondes de Jaques-Dalcroze. Quelle chance nous avons eue !

Mais il y eut des moments moins « organisés ». Je fis la découverte des filles, ce qui provoqua des pleurs dans le bureau de la directrice et un « point rouge » dans mon carnet à côté de la mention « discipline ». Ma mère me comprit très bien, et nous eûmes une conversation dont je me souviens encore. Puis tout se calma. Nous faisions les fous, René Feuardent, Bernard de Roeder et moi, en rentrant dans la vieille Ville. Que de sonnettes n'avons-nous pas tirées dans les belles maisons du quartier ? Que de marrons n'ont pas été jetés sur les chapeaux des dames qui marchaient sous le pont St. Victor ou sur les tables du bistrot du boulevard Helvétique ? Un jour, nous avons vu un Monsieur se diriger vers les vespasiennes du boulevard des Casemates et l'avons complètement affolé en jetant sur le toit une énorme boule de neige ! J'en ris encore.

Vint le temps de quitter la petite école et d'entrer au Collège. L'examen d'admission était sévère, mais nous réussîmes fort honorablement les épreuves de français, d'allemand et d'arithmétique. Le vie sérieuse commençait.

L'irruption d'un monde déboussolé

Les communistes avaient obtenu la majorité aux élections de 1933. Genève vira à gauche. Mon père m'emmena un dimanche matin voir une kermesse organisée à la promenade St. Antoine par le « Parti ». Drapeaux rouges et chants de « L'Internationale » donnaient le ton de la manifestation. L'irruption de la gauche sur la scène politique genevoise provoqua une réaction normale : l'émergence des forces de droite sous la férule de « Géo » Oltramare, brillant orateur qui galvanisait les foules. Fas-

ciste bon teint, il n'avait pas hésité à se rendre à Rome saluer Mussolini, le dictateur qui gouvernait l'Italie. A son retour à Genève, il avait organisé une manifestations à la Salle communale de Plainpalais où les gens se rendaient sur invitation. Mais les communistes de Léon Nicole – le leader des « socialistes » - firent obstruction et le désordre s'installa. Le Conseil d'Etat demanda l'aide de l'armée pour calmer les esprits. On lui envoya des recrues qui se firent acculer contre le mur du Palais des expositions. Pour se dégager, les apprentis-soldats reçurent l'ordre stupide de tirer sur la foule. En quelques secondes, il y eut 13 morts et une cinquantaine de blessés. C'était le 9 novembre 1932. Parmi les morts se trouvait le boulanger du Bourg-de-Four, chez qui nous allions souvent. Notre petit monde était bouleversé.

Cela ne nous empêchait pas, chaque 11 novembre, date anniversaire de l'armistice de la Première guerre mondiale, de respecter une minute de silence à 11h (heure du cessez-le-feu) alors que les cloches des Eglises sonnaient à toute volée. En 1933, Genève construisit en quelques semaines le « Palais du Désarmement » à côté du Palais Wilson, premier siège de la Société des Nations (SdN), où les pays membres espéraient signer un pacte de désarmement général. Hitler ayant pris le pouvoir en Allemagne quitta le premier l'Assemblée, son ambassadeur tirant un coup de pistolet dans le plafond. Peu après, il fut suivi par les Italiens et les Japonais. Trop jeune, je ne comprenais pas grand chose à ce qui se préparait. Je préférais aller regarder les petits chemins de fer Decauville (voie étroite avec wagonnets pour transporter la terre) aller et venir à l'Ariana où l'on construisait le Palais destiné à devenir le siège de la SdN, le grand et vain espoir de l'époque.

Des années difficiles

Ce qu'on appelle la « Grande crise » arriva chez nous. A la Banque de Genève, mise en faillite, mes parents perdirent tout ce qu'ils possédaient comme fortune. Ils n'étaient pas les seuls. J'allais chaque mois avec ma mère à la Banque Lombard Odier, dont l'un des employés était trésorier de la Paroisse, chercher le traitement de

mon père. Un jour, le dit-trésorier, annonça tout de go à ma mère que la caisse était vide et qu'il ne pouvait rien lui remettre. C'était la première fois que je voyais ma mère pleurer. J'ignore comment mes parents se sont débrouillés ce mois-là pour régler leurs factures et nourrir la famille. Moi j'étais furieux contre ce « trésorier ». Cela n'empêcha pas mes parents d'apporter chaque semaine des victuailles aux stands érigés sur les places de la ville, sous le nom du « kilo du chômeur ».

Le paradis des Voirons

Mes parents avaient loué une ferme aux Voirons, à l'orée des grandes forêts où poussaient framboises, myrtilles et fraises sauvages. Nous y allions tous les jeudis en prenant à Annemasse le « Chemin de fer économique du Nord » (qui appartenait à une société du Nord de la France ; d'où son nom). Nous allions jusqu'à Bonne-sur-Menoge, achetions des provisions et marchions pendant une heure, sac au dos, jusqu'à Verdisse. Que de jeux n'y avons-nous pas imaginés ! Avec ce que nous appelions des « représentations théâtrales » nous chantions et mimions des chansons populaires et invitions les voisins qui venaient en nombre. Quant à moi, je m'étais construit une cabane dans un sapin dominant la plaine, et je passais des heures à admirer les paysages qui s'offraient à ma vue de garçon solitaire. Pendant les vacances, nous étions huit garçons et filles à jouir de ce coin merveilleux. Chaque jour, il fallait aller chercher le pain au village dans une de ces vieilles épiceries où l'on trouvait de tout, des bonbons aux champignons, des aiguilles à tricoter au sel marin. En remontant, nous nous arrêtions à la « fruitière » où un paysan bernois soignait cochons et vaches et vendait son beurre délicieusement décoré dans un moule en bois de sa confection. De nombreuses familles de collègues de mon père venaient passer la journée. Que de beaux souvenirs !

La guerre éclate

J'avais douze ans lorsque la France et l'Allemagne signèrent avec Hitler l'infamant traité de Munich, premier pas vers la conquête de la Tchécoslovaquie par

l'Allemagne. En rentrant des Voirons, je vois encore les affiches de mobilisation de l'armée française collées sur les murs de l'Hôtel de Ville d'Annemasse. Près de la douane, deux soldats ivres se battaient à coups de bouteilles cassées : le sang coulait. J'ai eu peur.

Et la vie scolaire reprit. J'étais au Collège inférieur, dans une classe de 33 élèves qui contrastait par sa froideur avec le jardin de l'Ecole Champod. Assis au dernier rang, quelques camarades se moquaient de moi parce que je portais le nom d'un consul romain, battu dans le sud de l'Italie ! Nous jouions au football sur la chaussée du boulevard des Casemates, (dénommée aujourd'hui boulevard Jaques-Dalcroze) interdite aux autos pendant la grande récréation de 10 h par deux gendarmes en faction.

Pendant l'été 1939, j'ai eu la chance de me rendre deux fois à Zurich visiter l'Exposition nationale, la fameuse « Ländi » dont je garde un vivant souvenir. En particulier le tour des stands dans un petit bateau qui descendait un canal en pente douce. C'était le « Schifflibach ». Puis la « Voie suisse », ses drapeaux, ses dessins, son appel au patriotisme. La salle des drapeaux m'impressionna beaucoup : derrière une statue d'un soldat revêtant sa tunique, deux drapeaux étaient enfoncés dans un socle : le drapeau suisse et l'emblème de la Croix-Rouge devant une simple croix taillée dans le mur. En sourdine, on jouait le cantique suisse. J'ai été ému d'avoir une patrie. Dans le livre « Un peuple s'affirme » on peut lire à cette page : « Sur fond couleur de sang, couleur de la liberté qui combat. Sans la croix blanche, le drapeau rouge, c'est l'étendard de la révolte et de la haine. Mais quel emblème de douceur et de sereine puissance quand s'y écartèle, blanche, la Croix qui le sanctifie ».

Au troisième jour de notre visite à Zurich, des éditions spéciales des journaux annoncèrent la conclusion d'un accord de non-agression entre l'Allemagne et l'URSS. C'était un effroyable coup d'épée dans le dos de la Pologne et une provocation lancée à la France et à l'Angleterre. Dantzig, seul port polonais sur la mer Baltique, placé sous mandat de la SdN, était directement menacé par une invasion allemande. Mes parents, comme tous les Suisses, étaient catastrophés. La guerre était pour demain.

Les Chambres furent convoquées par télégramme afin d'élire le commandant en chef de l'Armée : ce sera le général Guisan, un grand Vaudois, populaire dans tout le pays. Le 1er septembre, l'armée allemande envahissait la Pologne. Elle lança des centaines de chars, beaucoup d'avions et mit à l'épreuve ses nouvelles tactiques de la « Blitzkrieg », alors que les Polonais combattaient à cheval. L'armée suisse mobilisa le 2 septembre et les unités prêtèrent serment au drapeau. La France et l'Angleterre déclarèrent la guerre à Hitler le 3 septembre, mais n'attaquèrent pas, faisant le jeu des envahisseurs qui n'auraient pas eu les troupes nécessaires pour se battre sur deux fronts. La ligne Maginot protège la France, clamait Gamelin, le général incapable que le gouvernement radical-socialiste avait choisi. On oubliait de souligner que la ligne fortifiée s'arrêtait à la frontière belge, à Sedan, par où les troupes allemandes envahirent la France le 10 mai 1940.

Toute la population suisse reçut des cartes de rationnement. Pendant les trois premiers mois de la guerre, chaque ménage devait consommer les provisions que chacun avait reçu l'ordre de préparer.

Au Collège, dont plusieurs professeurs étaient mobilisés, nous n'allions que quatre heures par jour, en alternance avec une autre classe, et jamais le samedi. Il fallait à tout prix économiser le charbon qui nous chauffait, un minerai qui joua un rôle capital dans les relations de la Suisse encerclée par l'Allemagne pendant une grande partie du conflit.

Le 9 mai 1940, notre classe était en course d'école à la Tour-de-Gourze. Temps splendide sur le Lac comme illuminé. Tout est calme. Nous chantons. Le lendemain, par la radio, nous apprenons que l'aviation allemande avait bombardé Rotterdam pendant la nuit. La ville, le port étaient en feu. En Suisse, le Conseil fédéral ordonna une deuxième mobilisation générale. Mon père m'emmena à la gare regarder les soldats partir pour leur lieux de mobilisation, par trains spéciaux. Ils n'étaient pas sans appréhensions. L'armée suisse, mal dotée en matériel, ne serait pas en mesure de résister à une invasion allemande.

Quelques jours plus tard, des fonctionnaires fédéraux vinrent inspecter notre appartement. Ils redoutaient une arrivée massive de compatriotes alémaniques qu'il faudrait loger en cas de combats à la frontière. Si les Allemands n'arrivaient pas à percer le front français dans les Ardennes, ils pourraient essayer de contourner la Ligne Maginot par le sud en franchissant le Rhin à Bâle. En cas d'invasion, les civils suisses allemands fuiraient la zone des combats. Quant à nous, nous reçûmes l'ordre de nous préparer à loger six Schaffousois dans notre salon.

Maman était bouleversée : les Allemands de nouveau en Alsace ! Papa lui donna un beau livre illustré sur les Vosges et écrivit une dédicace : « A ma chère Alsacienne, en souvenir de l'effrayant mois de mai 1940 ». Depuis sa réconciliation avec une Allemande à Interlaken, Maman n'avait plus de haine contre ceux qu'on appelait « les Boches ». Mais en 1940, elle ne comprenait plus. Elle adopta un soldat polonais qui avait franchi la frontière avec l'armée française en déroute. Elle fit mille choses pour aider ses deux sœurs restées en France.

Une nuit, le hurlement des sirènes nous réveilla. A l'encontre des ordres stricts transmis à la population, mon père et moi sortîmes sur le Pont St Victor, aussitôt rejoints par Paul Chaponnière, rédacteur au Journal de Genève. On entendait des bombes éclater. Du côté de Carouge, on croyait voir des flammes. J'entends encore ces messieurs affirmer : « Les Allemands arrivent; la Ville est en feu ». En réalité, un pilote australien avait aperçu l'Arve qui brillait au clair de lune et lâcha plusieurs bombes sur le Pont de Carouge se croyant sur la France. Il y eut plusieurs morts, des gens qui étaient sortis sur leurs balcons pour voir – comme nous – ce qui se passait. La même nuit, la gare de Renens fut bombardée : par qui ?

L'armée française battue, l'armée anglaise rembarquée dans une terrible confusion à Dunkerque, le maréchal Pétain demanda l'armistice. Deux millions de prisonniers de guerre français partirent pour des camps en Allemagne. Je me portai volontaire pour l'Agence des prisonniers de guerre du CICR afin d'aider au dépouillement des centaines de milliers de lettres venant de France, demandant des nouvelles de soldats disparus. Nous étions plus de deux cents personnes à faire ce travail dans la grande

salle du Bâtiment électoral (aujourd'hui Uni Dufour). Qu'ils étaient poignants ces appels au secours ! Tous les soirs, nous écoutions Radio Londres : « Les Français parlent aux Français » ; cela nous aidait à croire que tout n'était pas perdu.

Que faire pour aider ?

Pour aider la France, mes parents décidèrent de louer un appartement supplémentaire pour y loger des pensionnaires, des étudiants en théologie français, tous venus plus ou moins légalement en Suisse. Sans que la famille le sache, ces Français patriotes formèrent rapidement une cellule de la Résistance à la Faculté de théologie. Pour moi, la grande table de nos repas me paralysait et je regrettais ma solitude, alors que mon père m'encourageait à raconter ce que je vivais au Collège. Chaque jour, à l'heure du café, mon père lisait un chapitre d'un roman de CF Ramuz, initiative qui fit naître une vocation en lettres chez Alfred Berchtold, un étudiant qui deviendra un historien érudit et dont la thèse « La Suisse romande au cap du XXème siècle » allait rapidement devenir un ouvrage de référence qui valut à son auteur de précieuses distinctions.

Sur les marches de l'Eglise

Puis vint une période que j'appréhendais, celle de l'instruction religieuse. N'ayant pas d'autres attaches religieuses que celle me liant à la paroisse de l'Oratoire, c'est donc mon père qui devint mon pasteur. Il nous donnait deux cours par semaine pour apprendre à connaître une Bible que j'avais reçue. Nous faisions une course de fin d'année dans le Jura. Il fallait aller au culte une fois par mois, prendre des notes et résumer la prédication. Après deux ans, nous subissions un examen oral devant deux membres du Conseil de Paroisse. En deuxième année, nous nous réunissions le matin à 7h 15 pour tenir compte des obligations d'apprentissage et scolaires des uns et des autres. Lors de notre dernière leçon, mon père nous demanda de ne pas prendre de notes, mais de l'écouter raconter comment il était devenu pasteur et de quelle façon nous pouvions faire de notre vie un témoignage de la présence de Dieu dans le

monde. Comme tous les autres, j'eus un entretien « spirituel » avec lui, suivi d'une lettre personnelle où il me demandait de décider résolument – ce dernier mot était souligné – de servir Dieu. J'étais, c'est vrai, un peu dilettante.

Vint le jour de la confirmation, pour lequel je reçus un beau complet foncé tout neuf. Papa prêcha sur le verset : « Toi, suis-moi », rappelant l'appel que Jésus avait lancé à ses premiers compagnons. Quand vint mon tour de lire le verset que j'avais choisi, mon père en fut très touché et une certaine émotion vint altérer sa voix. J'avais choisi le verset de l'épître aux Hébreux : « Courons avec persévérance dans la carrière qui nous est ouverte ».

Je fus rapidement élu président de ce qu'on appelait : « L'Activité de jeunesse » de l'Oratoire. J'écrivis une pièce, dont je ne me souviens plus du titre, mais qui mit tout le monde au travail et remplit deux fois la salle de paroisse. Je m'inscrivis à la chorale de la cathédrale – nous étions deux cents – pour y chanter les psaumes de la Réformation.

Nous suivions avec passion l'avancée militaire des Alliés. Un film magnifique nous galvanisa : « Mrs Miniver » sur la vie d'une famille anglaise pendant les bombardements allemands sur Londres, et un film suisse « La dernière chance » sur la vie d'Italiens qui voulaient échapper à la Gestapo et se réfugier en Suisse. C'était idyllique vu la situation. Cinquante ans plus tard, des historiens révisionnistes taxèrent ces films de « propagande ». Qu'importe, cela nous aida à tenir bon devant la propagande nazie.

Aux champs

Comme d'autres jeunes de cette époque, j'ai travaillé aux champs pendant quinze jours pour ramasser des pommes de terre : diane à 6h., puis gymnastique et salut au drapeau. Le petit-déjeuner consistait en röstis chez un paysan suisse allemand de Collex Bossy.

A l'instar de nombreuses autres familles, nous avons accueilli chez nous une mère française avec son garçon de 9 ans qui avaient besoin de se refaire une santé et

de manger à leur faim... même avec du pain aux pommes de terre, des rutabagas et du boudin le vendredi.

Pendant toute cette période, mon père poursuivait une activité secrète pour sauver des Juifs de Haute-Savoie menacés par les Allemands. Il s'arrangeait avec le curé de Chêne Bourg et un paysan pour chercher à un rendez-vous fixé mystérieusement par la Résistance des Juifs qu'il cachait sous les légumes pour leur faire franchir la frontière à la barbe des Allemands. Je n'ai connu ses aventures que cinquante ans plus tard lorsque j'écrivis *Impossible de se taire*².

Suisse allemande

Pendant la deuxième année de la guerre, mes parents m'envoyèrent à Wipkingen, dans la banlieue zurichoise pour apprendre l'allemand. C'était chez le pasteur du lieu que mon père avait rencontré lors de l'une des rencontres rassemblant plus de 500 pasteurs de toute la Suisse pour débattre du sujet difficile des rapports de l'Eglise et de l'Etat. J'arrivai dans la famille Baümle pour le repas de midi où l'on me servit une tarte au fromage avec du thé. J'étais perdu et mon allemand médiocre m'empêchait de réfuter les arguments des fils de la famille qui applaudissaient les nazis. Pour me remettre, j'allais à la gare regarder les trains partant pour Genève ! Puis toute la famille se rendit en vacances dans les Grisons. Chaque matin, le pasteur me faisait écrire une composition en allemand. Le soir, nous chantions des chansons populaires, ce que j'aimais beaucoup. Finalement, après un mois de Suisse allemande, j'avais beaucoup appris. De nombreux avions américains, touchés par la DCA allemande lors de bombardements de jour s'écrasaient dans les environs de Zurich. La guerre n'était pas loin.

Mes deux séjours suivants en Suisse allemande se déroulèrent de façon plus scolaire aux « Ferienkurse der Stadt Winterthur ». Nous avions trois heures de cours le matin, et trois excursions dans la belle région du Nord-Est du pays, des visites dans les musées ou des soirées théâtrales et musicales dans cette ville de culture à laquelle

² Editions Labor et Fides, Genève, octobre 2000

je suis demeuré attaché. Aux usines Sulzer, je découvris avec stupéfaction que l'on y fabriquait des moteurs Diesel pour le compte de l'Allemagne et de ses sous-marins. Après trois semaines, on terminait par la distribution des prix et un bal au château de Wülflingen . Merveilleux, même si mon allemand était demeuré chaotique ! Nous logions chez l'habitant qui devait parler le « Hochdeutsch » - mais comme nous n'étions que des Romands...

Pour compléter ces séjours en Suisse allemande, ma mère me faisait lire à haute voix chaque jour une page de Jürg Jenatsch, le passionnant roman historique de C.F. Meyer. Au Collège, notre professeur d'allemand, surnommé « Pomol » (il ne buvait que du jus de pommes) nous faisait faire du « Puppenspiel » (théâtre guignol). Avec beaucoup de culot, nous avons monté Jedermann, la tragédie chrétienne de Hoffmannstahl qu'une troupe professionnelle avait présentée sur les parvis de la cathédrale pendant l'été. Au Collège, je n'y tenais que le rôle du machiniste !

Parmi mes professeurs dont je garde un lumineux souvenir pendant mes années de formation classique, je pense en particulier à Edmond Beaujon, sensé nous enseigner le grec - il le fit à travers la lecture de l'Odyssée – mais y ajouta Giraudoux et Ramuz , dont il extrayait les notions philosophiques sur la condition humaine. Passionnant, mais loin de Thucydide qui me donna du fil à retordre lors de l'examen de grec à la Maturité. Et puis, surtout, Bouchardy, professeur de français, grâce auquel nous avons appris notre langue maternelle. Il nous appelait « Monsieur », commençait par nous mettre des notes catastrophiques pour nous forcer à faire des progrès, nous faisait réécrire, dans un style différent, des passages d'auteurs connus afin d'élargir notre vocabulaire. Nous devions lire à haute voix devant toute la classe – nous étions pétrifiés – des pages des grands classiques. Jamais je n'oublierai la leçon qu'il nous donna le 5 mai 1945, jour de la capitulation de l'Allemagne, sur la signification du mot « paix » en littérature française. C'est à lui que je dois d'avoir appris à écrire, ce qui assura une solide formation pour mon futur métier.

Vint le grand jour de la distribution des certificats de maturité au Victoria Hall. Nous devions défilier en rangs par quatre, devant le Conseil d'Etat in corpore, de noir

habillé et le haut-de-forme à la main, pendant que la fanfare « L'Elite » martelait « Aux armes Genève » devant l'Hôtel de Ville. En tête du cortège, l'honneur de porter le drapeau de notre vieille école fondée par Théodore de Bèze revenait par tradition à celui qui avait obtenu le premier rang de la maturité classique. Ce n'était pas moi ! Je me contentai de la treizième place sur quarante-cinq !

2 – L'heure des choix

La « matu » classique en poche, que faire ? J'avais plus ou moins décidé de suivre les traces paternelles et de devenir pasteur, mais aussi journaliste. J'hésitais. Pendant l'été qui suivit je me fis inviter par des amis du Réarmement moral à un rassemblement tout à fait informel organisé dans un hôtel désaffecté à Grimmelalp, dans l'Oberland bernois. J'étais certes flatté de nettoyer les casseroles avec le professeur Théophile Spoerri, recteur de l'université de Zurich, mais il fallait aller plus loin. Je fis part de mes hésitations à deux camarades, qui, sans s'être consultés, trouvèrent que je devais m'inscrire à la Faculté de théologie.

Auparavant, j'avais participé à une semaine passionnante sur la colline de Vaumarcus, organisée par les Unions chrétiennes de jeunes gens. J'en ai gardé deux magnifiques souvenirs : la conférence du conseiller fédéral Max Petitpierre, et les soirées, face au lac de Neuchâtel, scintillant de mille lumières, où notre groupe passait une bonne heure à débattre de tout avec Roland de Pury, pasteur suisse que la Gestapo avait arrêté dans son église à Lyon. On pouvait parler de tout : du mariage, des études, de l'avenir de l'Europe, des choses incompréhensibles de la Bible. Là aussi, un bon ami de Neuchâtel me conseilla de suivre ce que je croyais être une vocation pastorale.

Ainsi fut fait, et j'allai m'inscrire à l'Université de Genève, à la Faculté de théologie. Sans y être préparé, je me trouvai plongé dans un monde sans liens avec la réalité. Quelques professeurs sortaient du lot : Franz Leenhardt (Nouveau Testament),

Henri d'Espine (théologie pratique), Eugène Pittard (anthropologie). Mon père, qui était parti pour trois mois en Belgique, participant à la « relève » des pasteurs belges épuisés physiquement par la guerre, ne se trompait pas lorsqu'il m'écrivit que « je ne trouverai sans doute pas beaucoup d'intérêt à tous les cours », mais que je devais voir plus loin dans le service du Seigneur.

Au cours de ma première année d'université j'eus l'occasion de me rendre à Strasbourg pour un congrès de la « Fédé » (Fédération chrétienne des étudiants). Pour ce premier voyage en France après la Libération il me fallait un visa. A côté des splendeurs architecturales de la capitale alsacienne, je fus effaré d'entendre des professeurs éminents – qui avaient certes souffert pendant la guerre – affirmer que l'on ne pourrait jamais pardonner aux Allemands ce qu'ils avaient fait, et qu'ils devaient être mâtés. Heureusement que le congrès se termina par une prédication inoubliable de Pierre Maury, président de la Fédération protestante de France, sur un verset de la première épître de Jean : « Celui qui est en vous est plus fort que celui qui est dans le monde ». Une réalité qui me fut bien utile plus tard quand la vie semblait semée d'obstacles infranchissables..

Garde-à-vous

En fait de contact avec la réalité, je fus abondamment servi lorsque le jour de mon école de recrues arriva. Alignés sur la place de la Gare de St. Maurice, je fus le premier appelé – devant 250 autres. Il fallait « toucher » l'équipement, fusil et habits, à l'arsenal ce qui signifiait « recevoir », avant de marcher pendant une heure, chargés comme des baudets, vers la caserne du fort de Savatan. Lors de l'entretien de service avec mon premier lieutenant, un Uranais directeur de fabrique, je me fis traiter « de mentalement absent ». C'est vrai, je trouvais idiot d'apprendre à saluer un supérieur pendant une semaine et de faire de « l'école de soldat » (en colonnes par quatre, demi-tour droite, etc.) deux fois par jour pendant une heure. J'aimais la gymnastique du matin, alors que les premiers rayons du soleil frappaient la Cime de l'Est. Notre lieutenant nous apprenait des chansons des guerres napoléoniennes. Sympa.

Transportés au fort de Dailly, au sommet de la montagne qui barre la vallée du Rhône, nous fîmes de nombreux tirs d'artillerie sur les Hauts d'Arbignon, au-dessus du village de Morcles. Porter la génératrice qui pesait 35 kilos – j'étais dans les troupes de transmission – était épuisant. Nos premiers tirs furent tout sauf des réussites. Nous devions viser le sommet du Catogne, la montagne en forme de pyramide qui domine Martigny. Une erreur de calcul dans la distance des obus fit que ceux-ci passèrent par dessus le Catogne et atterrirent dans la forêt qui domine le village de Sembrancher. Heureusement, ce n'étaient que des obus d'exercice. Mais le maire, affolé, téléphona au commandant d'école. Le même genre d'aventure se produisit deux mois plus tard, alors que nous tirions avec des obusiers du fort de Follatterre – au coude du Rhône. Nos obus tombaient dans les vignes du curé ! Bon prince, celui-ci nous fit visiter sa cave. Un peu plus qu'une visite...

A Dailly, un soir vers minuit, alors que nous dormions d'un sommeil profond, les officiers sont entrés dans la chambrée en hurlant : « Debout, le fort saute ». Nous les avons envoyés promener en grommelant « qu'on ne pouvait même plus fermer l'œil ». Mais en regardant leurs visages blêmes, nous avons compris qu'il se passait quelque chose de grave. Nous avons vite su que le dépôt de munitions du Fort de l'Aiguille avait sauté avec 15.000 obus de 10,5. Des embrasures et des rochers avaient été projetés à des kilomètres de distance. Nous savions aussi que plusieurs dizaines d'ouvriers italiens creusaient la montagne pour ajouter des galeries supplémentaires. Nous ne pouvions rien faire pour eux. En silence, nous nous assîmes à même le sol le long des bâtiments de la caserne, dans l'attente des événements, peut-être dramatiques, qui nous attendaient. L'incroyable dans cette histoire fut qu'aucun d'entre nous ne fut touché. Malgré nos demandes réitérées auprès des officiers, nous voulions aller sauver quelques hommes pris dans l'explosion. Nous ne savions pas que les gaz rendaient toute pénétration dans les galeries du fort impossible : la chaleur était telle que des portes blindées étaient déformées et qu'il régnait une température de plus de mille degrés. Il fallut une semaine pour que l'une des portes principales se refroidisse. Cette explosion coûta la vie à 28 ouvriers italiens.

Aux nouvelles du matin à la radio, un communiqué de l'Etat-major de l'Armée précisait qu'aucun militaire suisse n'avait été blessé. Immense soulagement chez mes parents. Le commandant d'école avait prévu des tirs matinaux à 0430 au fort de l'Aiguille. Nous aurions dû dormir dans les couchettes souterraines. Le commandant de la garnison de St. Maurice, le colonel Mamin, s'y opposa, estimant que nous n'étions pas assez entraînés pour vivre dans un fort. Sans son opposition, nous aurions tous été tués.

Cette catastrophe eut pour moi un effet inattendu. Ma conscience me dit que si j'avais eu la vie sauve, c'était parce que Dieu le voulait et qu'il avait un plan pour moi.

Aussi vite que possible le lendemain matin, nous fûmes évacués par camion. Des explosions auraient pu se produire encore : le dépôt principal des munitions du fort se trouvait sous la place d'exercice ! La moitié de l'école se rendit au fort de Champex et l'autre à Follatterre. Puisque j'étais étudiant et pas trop analphabète, le capitaine-instructeur me demanda si je voulais faire le postier. Il s'agissait de partir tous les matins à bicyclette à la poste de Martigny et de distribuer lettres et paquets le soir lors de l'appel principal. Quelle aubaine ! J'allais dans les bistrots lire les journaux en sirotant mon café, tout seul. Jusqu'au jour où le capitaine-instructeur, surnommé Ouin-ouin, me surprit en train de lire « La condition humaine » de Malraux dans mon petit bureau. En quelques minutes, je dus ramasser mes affaires et filer en camion vers Champex pour un tir en campagne ! Juste avant la marche des vingt-cinq kilomètres et plusieurs nuits sous tente aux bords du Rhône. J'étais quand même bien noté, et le commandant d'école me demanda si je ne voulais pas prendre du galon. Mon lieutenant souligna pourtant que je serais capitaine (aumônier) avant lui et que je serais plus utile à distribuer la bonne parole. Je refusai de devenir officier. Je l'ai toujours regretté. Comme j'ai déploré plus tard d'avoir dit « non » à mon père qui me suggérait de faire partie de la société d'étudiants de Zofingue, dont j'étais si proche. Je suis presque toujours demeuré un farouche individualiste.

Caux

Ayant salué le drapeau à St. Maurice et rangé mon barda à la cave de mes parents, qu'allais-je faire de mon été ? On me suggéra d'aller travailler au nettoyage de l'hôtel de Caux qui venait d'être acheté par les équipiers du Réarmement moral (ex-Groupe d'Oxford) au prix de sacrifices inouïs. Pourquoi pas ? J'y retrouvai mon camarade de collège Jean-Jacques Odier, et fus conquis par l'atmosphère qui régnait dans cette « maison sur la montagne » (Mountain House). La force de frappe du mouvement allait arriver d'Amérique, environ 150 personnes, et tout devait être prêt. Nous dormions dans les couloirs. J'avoue avoir été gagné par une bande de jeunes d'Europe et d'Amérique qui avaient pris des décisions radicales dans leur vie pour être au service de Dieu et reconstruire un monde meilleur. Le rayonnement étonnant du « Chœur de Mackinac » (une île située aux confins des grands lacs entre les Etats-Unis et le Canada où se trouvait le centre américain du Réarmement moral, me pénétra profondément. Quelle joie et quelle conviction ne répandaient-ils autour d'eux ! Alors, j'ai fait, moi aussi, le saut de donner ma vie à Dieu pour qu'Il en fasse ce qu'Il voudrait. Je me trouvai avec un Finlandais, un Norvégien et un Américain. Ensemble nous nous sommes agenouillés pour dire au Seigneur ce que nous avions sur le cœur. Je me souviens, comme si c'était hier, d'une promesse que je reçus dans ma conscience : « Je te dirai tout ce que tu as besoin de savoir et te donnerai tout ce que tu as besoin d'avoir ». Concrètement, cela signifiait de vivre sans salaire, de renoncer à chercher un travail dans la Genève internationale où des portes s'ouvraient, de remettre à plus tard toute idée de mariage et de m'intégrer à cette bande de jeunes pour faire le saut dans l'inconnu divin.

Il y avait un prix à payer : l'honnêteté avec mes parents – qui savaient fort bien que leur fils n'était pas un ange. L'été se passa à rencontrer des gens passionnants des quatre coins du monde, à travailler dur, à apprendre un peu d'anglais...et à me demander si je ne m'étais pas trompé en m'inscrivant à la Faculté de théologie. Je n'étais pas fait pour être pasteur. Un après-midi, je m'éclipsai pour me promener seul dans la forêt. En priant sur un banc d'habitude réservé aux promeneurs, j'acquis la

conviction 1) que je m'étais trompé ; 2) que j'étais fait pour être journaliste ; 3) que je devais changer de Faculté et d'orientation.

Soulagé parce que j'avais enfin pris ma décision, j'écrivis au Doyen de la Faculté de théologie, qui me répondit une lettre plus ou moins polie. J'allai voir le pasteur d'Espine qui me traita de tous les noms et me fit sortir de son cabinet, furieux. Puis j'écrivis au professeur William Rappard, à cette époque directeur de l'Institut des Hautes Etudes internationales de Genève – dont mes parents connaissaient la famille. Chaleureux, il m'accepta immédiatement sans examen d'entrée, en me dispensant de deux semestres universitaires supplémentaires. Ouf !

3. L'aventure commence

La plupart des amis que je m'étais faits à Caux partaient pour les Etats-Unis afin d'y jouer la revue musicale *The Good Road*. Je mourais d'envie de les suivre. Mais d'autres amis, plus réalistes que moi, jugèrent que je ferais mieux de m'atteler à mes études et d'appliquer dans la vie universitaire genevoise ce que j'avais appris à Caux.. Et ce fut passionnant !

Avec les travailleurs genevois

Une équipe du Nord de la France, formée d'employeurs et d'ouvriers, avait décidé de monter une pièce sans prétention mais directe dans son message sur la nécessité de travailler en commun. Intitulée *L'Elément oublié*, elle avait été fort utile pour amener employeurs et travailleurs américains à faire cause commune dans leurs conflits industriels. Nous avons invité cette équipe à venir présenter la pièce à nos camarades d'Université sous le patronage d'un comité formé des présidents des sociétés d'étudiants et du Recteur. Nous avons surtout eu la chance de pouvoir présenter ce spectacle devant un public de syndicalistes du Bois et du Bâtiment (FOBB), un événement dans la vie genevoise quand on connaissait leur leader Lucien Tronchet, aux positions intransigeantes et anarchistes. Nous connaissions certains de ses jeunes

militants auxquels nous donnions des leçons d'anglais ! Tronchet avait été sous mandat d'arrêt pour avoir organisé quelques manifestations interdites. Il s'était déguisé en curé et rassemblait ses troupes au quai du Mont-Blanc. Son changement d'attitude, perceptible lorsqu'il prit l'initiative d'inviter la pièce française à la Salle du Faubourg, haut-lieu des rassemblements populaires, fit sensation. Le quotidien *La Suisse* salua le courage des jeunes syndicalistes et cita la conclusion de Tronchet : « Le progrès, c'est une chose ; le bonheur aussi...Ce qui importe avant tout c'est de travailler dans sa cité au bonheur de tous ceux qui y vivent ».

Quelques semaines plus tard, une grève éclata dans l'industrie du bâtiment genevois et devint rapidement incontrôlable. Elle était d'autant plus méchante que certaines entreprises importantes avaient intérêt à la faire durer pour pouvoir absorber des PME qui ne disposaient pas des moyens financiers nécessaires pour soutenir une épreuve de force de longue durée. L'un de nos camarades d'université s'était fait copieusement tabasser à la Corraterie par des grévistes en colère. Que faire ?

Avec nos jeunes amis de la FOBB nous avons passé un samedi après-midi à examiner toutes les possibilités. Ne doutant pas que des gens sans pouvoir comme nous pouvaient avoir quelque influence sur le cours des événements frisait l'inconscience. Nous avions 22 ans et rien ne nous semblait impossible. Mais il fallait faire bouger les patrons. Décision est prise d'aller voir un « gros bonnet ». Robert Tilge, secrétaire patronal du Nord et du Pas-de-Calais, rencontré à Caux pendant l'été. Ancien champion de catch, cet homme de 110 kilos n'avait peur de rien. Quand il discutait avec les malabars de la CGT, ceux-ci posaient un fusil-mitrailleur sur son bureau.

Tilge était en vacances à Chailly sur Lausanne. Dimanche matin, à peine réveillé, il nous reçoit de fort méchante humeur et nous traite de « gamins amateurs ». Sans nous laisser désarçonner par ces propos auxquels nous nous attendions, nous lui proposons de venir à Genève rencontrer les patrons du bâtiment et leur faire part de son expérience de pourparlers francs et honnêtes avec les syndicats. Nous n'avions pas la moindre assurance que les patrons seraient présents ! Sans dire ni oui, ni non,

Tilge nous répondit qu'il était en vacances et qu'il n'avait pas l'habitude de se laisser forcer la main, surtout pas par des jeunes comme nous. Enfin, il verrait. Nous avons pris cette phrase comme une acceptation...pour jeudi soir.

Restait à faire venir les patrons ! Une idée germa : « Mettre dans le coup » des architectes, prêterités dans leur travail par le durcissement de la grève. Dès lundi nous écrivons une invitation à trois d'entre eux. Autour d'une table du Café de la Poste, sur le trottoir, nous leur avons fait part de notre conviction d'agir et leur avons demandé de signer une invitation à tous les patrons du bâtiment de Genève de venir écouter Tilge. « Les conflits se multiplient, écrivèrent-ils, leurs répercussions sont imprévisibles...Nous devons tout faire pour contribuer à les résoudre. »

Jeudi soir arrive. Nous n'avons aucune idée si Tilge viendra, ni si les patrons que nous avons invités se déplaceraient. Pourtant septante d'entre eux se pressèrent dans les salons de l'Hôtel de l'Ecu – hélas démoli plus tard ! Tilge se faisait attendre. Et s'il ne venait pas...En fait, il a hésité jusqu'au bout, nous confia-t-il plus tard, mais il avait finalement été convaincu par notre « culot ». Pendant deux heures, Tilge raconta comment il avait transmis son courage et sa foi à des patrons pétrifiés par la violence de la guerre des classes dans le Nord de la France. La CGT ne lui avait jamais fait peur, malgré ses menaces, car il avait toujours reçu ceux qui voulaient lui parler. Les syndicalistes le savaient. A Caux, il avait été amené à repenser à ce qui, dans son action sociale, n'avait pas été « dicté par l'esprit de justice ». Les questions fusèrent. Le dialogue fut intense.

A la fin de la soirée, nous avons rencontré le secrétaire patronal de la Fédération des métiers du bâtiment, Jean Sordat. Beau joueur, intrigué aussi, il accepta de venir le lendemain rencontrer Lucien Tronchet chez l'un de nous. C'était un autre pari, car nous n'avions pas averti le leader syndicaliste...

Le lendemain, vendredi, à 14h, dans un salon de Champel, les deux hommes se rencontrèrent trois heures durant. La première fut consacrée aux invectives, la deuxième à la recherche de positions communes. Et la troisième à examiner les moyens de mettre fin à la grève. Lundi après-midi, après une assemblée générale des

travailleurs où Tronchet joua le tout pour le tout, les ouvriers votèrent la reprise du travail. Le Conseil d'Etat ne comprit rien à ce qui s'était passé. C'était en 1948. Depuis lors, il n'y a plus eu de grève sérieuse dans le bâtiment à Genève.

Cette histoire d'un plan de Dieu vécu fut pour moi décisive. Je l'ai racontée des centaines de fois, à commencer par le président du Conseil d'Etat Albert Picot – qui était aussi président du Conseil national -. Cinq ans plus tard, je me suis retrouvé aux Etats-Unis avec Tronchet que les syndicats américains avaient invité ; nous avons raconté notre aventure devant une commission du Sénat à Washington. Je l'ai utilisée au BIT avec de nombreux délégués, devant des étudiants de l'université de New Delhi, dans les camps de l'armée congolaise. Face à des problèmes humainement insolubles, Dieu a toujours un plan pour ceux qui sont prêts à L'écouter, et à payer le prix de l'obéissance dans leur propre vie.

4 . Alsace

Guy Hartmann était un chic camarade de vacances, cousin par ma mère de surcroît. Habitant Mulhouse, il fut incorporé de force dans la Wehrmacht à l'âge de 17 ans après la défaite de l'armée française. Il se débrouilla pour ne pas être envoyé sur le front russe où le carnage était terrible. Incorporé dans la VIIème Armée allemande, il faisait partie de ceux qui devaient défendre le « Mur de l'Atlantique » contre les Alliés. En juin 1944, après le débarquement en Normandie, il n'eut de cesse avec quelques compatriotes de rejoindre les forces américaines. Hélas, sa petite colonne de déserteurs alsaciens, vêtus d'un uniforme allemand, fut prise par un avion allié pour une compagnie ennemie marchant vers le front et mitraillée. Il n'y eut aucun survivant. Guy mourut à quelques centaines de mètres des lignes américaines.

Ma marraine Gabrielle, sœur de ma mère, était infirmière à Mulhouse, dirigeant un dispensaire de la Croix-Rouge française. Chaque année, elle venait passer

ses vacances aux Voirons, où elle plantait son trépied d'aquarelliste. Malgré la débâcle française de juin 1940, elle décida de demeurer à son poste, et de faire son métier – qui était une vocation. Je me souviens des cartes qu'elle nous envoyait, portant le sceau de la censure allemande. Elle aurait souhaité venir à Genève pour ma confirmation, mais la Kommandantur l'en empêcha. Sans doute dut-elle soigner des Juifs, car elle fut envoyée par la Gestapo au camp de concentration du Struthof, près de Strasbourg. Libéré par la 2^{ème} DB du général Leclerc, le camp fut évacué en automne 1944. Un mystère subsiste encore sur cette période. Mes parents firent l'impossible pour la sauver et la transporter en ambulance à Genève. Jamais je n'oublierai le visage de cette femme allongée sur une civière, totalement décharnée, les yeux hagards enfoncés dans leurs orbites. Elle ne pesait plus que 27 kilos et n'avait plus que la peau sur les os lorsqu'elle fut prise en charge par les médecins de l'Hôpital cantonal et soignée dans une chambrée de douze personnes. Il fallut trois semaines de soins intensifs pour qu'elle émerge du coma et nous reconnaisse. Puis encore six semaines de traitements pour reprendre forme humaine. J'avais 19 ans, et j'avais grandi pendant la guerre ; elle demanda : « C'est Paul-Emile ça ? ».

La Croix-Rouge française la prit en charge après son rétablissement et la transporta dans une maison de repos à Menton où elle mourut quatre ans plus tard. Lors de ses obsèques, le maire de la ville lui rendit un juste hommage.

Maman, née en Alsace sous l'occupation allemande après la guerre de 1870, détestait cordialement les envahisseurs qui insistaient pour lui rappeler qu'elle était de Markirch, alors qu'elle habitait Sainte-Marie-aux-Mines. Ses parents mettaient toujours un drapeau français sous l'oreiller ! Infirmière, elle aussi, elle s'était dévouée sans compter à Bâle pour soigner les grands blessés belges qui revenaient d'Allemagne, ce qui lui valut d'être décorée par le Roi Albert 1^{er} de Belgique «pour le dévouement dont elle avait fait preuve envers ses compatriotes ». Elle conserva avec fierté ces « palmes d'or de la Couronne ».

La hargne qu'elle entretenait dans son cœur contre ceux qu'elle appelait « les Boches » subsistait pourtant et la rongait. Lors d'une rencontre des Groupes

d'Oxford à Interlaken en 1938. Maman rencontra une Allemande, Monika von Kramon à qui elle ouvrit son cœur et qui, ô miracle, lui répondit de la même façon, car, elle aussi, avait vécu la guerre de 14-18 et ses horreurs. Je me souviens, comme si c'était hier, d'avoir vu ma mère rentrer à la maison « différente », soulagée du poids du passé. Elle était devenue libre et joyeuse. Ce fut une nouvelle vie pour toute la famille.

Après la guerre, j'ai participé à un congrès d'étudiants chrétiens – qu'on appelait la « Fédé » à Strasbourg. Sur le chemin du retour, je m'arrêtai à Mulhouse pour me rendre sur la tombe de Guy Hartmann et lui promettre, dans l'impressionnant silence du petit cimetière militaire, que je ferais tout ce que je pourrais pour qu'il n'y ait plus jamais de guerre entre la France et l'Allemagne.

Ce n'est que plus tard, à Caux, alors que les Allemands arrivaient par centaines, que je compris ce que cela voulait dire. En chantant, dimanche après dimanche, *Es muss alles anders werden* dans le chœur français dirigé par Henri Lauth, chef des chœurs de l'Opéra de Paris, je voyais des larmes d'espoir jaillir des yeux d'Allemands qui avaient cru en Hitler et souffert tout autant que les autres. Je fus associé de près à ce vaste mouvement de réconciliation en France, qui permit à Robert Schuman et Konrad Adenauer de jeter les premiers ponts de fraternité et de coopération active par-dessus le Rhin.

5 . Etats-Unis – un nouveau monde ?

J'ai eu la chance d'être invité aux Etats-Unis dans le cadre du *Collège de la Bonne route*, sensé nous apprendre à mieux comprendre le monde dans lequel nous voulions changer bien des choses. Ainsi, au pire mois de l'année, nous nous embarquâmes, une quarantaine d'entre nous, sur le *Queen Mary*, le plus beau transatlantique de l'époque d'après-guerre. Mais c'était au moment des pires tempêtes d'équinoxe ; les creux de l'Atlantique étaient profonds ; quand on montait sur un es-

calier, on descendait. Etrange impression ! Au début du voyage, la salle à manger était pleine : après quelques jours, les convives se firent rares. Au matin de notre arrivée au port de New York, je montai jusqu'à l'étrave pour essayer d'apercevoir la statue de la Liberté, malheureusement enveloppée de brouillard parmi les sirènes des bateaux de tout genre.

Etant le seul universitaire du groupe, on me demandait souvent de dire quelques mots sur l'Europe, sur notre groupe et nos ambitions, etc. Le plus impressionnant pour moi fut la réception donnée en notre honneur par quelques juges de la Cour suprême des Etats-Unis. La stature morale et intellectuelle de ces grands hommes me fit comprendre mieux tout ce que je vis plus tard, la grandeur morale de ce pays que nous découvrons.

Traducteur de la famille Laure³, nos auditeurs étaient fascinés par l'histoire de la réconciliation entre la France et l'Allemagne. Je me souviens d'un rassemblement de plusieurs milliers d'employés de compagnies d'aviation à Miami qui n'en croyaient pas leurs oreilles.

A San Francisco, j'eus le privilège d'assister à la signature du Traité de paix entre les Alliés et le Japon. Ce fut l'occasion d'envoyer mon premier article au *Journal de Genève*. J'assistai à ma première conférence de presse internationale : je trouvais à peine croyable que tant de collègues se précipitent sur les alcools, me promettant de ne pas y toucher.

Peu de temps auparavant, j'avais dû traduire pour la chaîne de radio NBC un petit discours du maire de Hiroshima, Shinto Hamai. Homme de courage, il avait pris sur lui de demander pardon au Sénat américain de la guerre que son pays avait déclenchée contre les Etats-Unis. Il remettait aux personnalités qu'il rencontrait une petite croix taillée dans un camphrier de sa ville, le seul arbre qui avait survécu à la première explosion de la bombe atomique.

Autre impression forte : le départ d'un ami américain pour la Corée. Soutenus par l'URSS de Staline, la Corée du Nord avait attaqué le Sud et les Américains ras-

³ Irène Laure, députée à l'Assemblée constituante après la guerre et secrétaire des Femmes socialistes de France.

semblèrent leurs troupes pour faire face à cette attaque surprenante par son ampleur. Les dockers (communistes) de San Francisco avaient refusé de décharger les cercueils de soldats US tués au combat. C'était poignant, d'aviation à Miami.

Pendant les deux ans que j'ai passés aux Etats-Unis, j'ai été frappé par l'hospitalité des gens qui nous invitaient à partager leur foyer. J'ai d'abord logé chez la famille Shipley à Summit (New Jersey), sans me douter que beaucoup plus tard l'un de leurs fils deviendrait mon beau-frère. Puis chez le correspondant de la NZZ à Washington, un homme d'affaires à Atlanta, un mécanicien d'une compagnie mi, un opticien de San Francisco. Quel privilège !

6 . Ceylan, le paradis déchiré

On dit que le Paradis se trouvait à Ceylan, devenue Sri Lanka. Je veux bien le croire. Au sommet de la plus haute montagne de l'île, les gens vont voir l'immense trace d'un pied gravée dans la roche. C'est celui du Bouddha qui se serait élancé de là vers le ciel. Chaque année, des éléphants sacrés, caparaçonnés d'or, défilent à Kandy, l'ancienne capitale des rois de Lanka avant l'arrivée des colonisateurs portugais au XVIème siècle. J'ai passé un an inoubliable dans cette île luxuriante.

A peine arrivé d'Inde par le train de nuit, on m'informa que le premier ministre SWRD Bandaranaike souhaitait me voir avec un de mes camarades suisses. La rencontre était prévue à l'heure du thé, au Parlement. Il voulait savoir comment les Suisses étaient parvenus à vivre ensemble, parlant des langues différentes, pratiquant des religions parfois antagonistes. Nous avons tout de suite saisi l'importance de ses questions. La majorité de la population de l'île est bouddhiste et parle le cinghalais. La minorité est d'origine indienne, descendante des ouvriers que les Anglais avaient importés des Indes pour travailler dans les plantations de thé pour un salaire dérisoire. Ce sont des Tamouls, parlant la langue du sud de l'Inde et adeptes de la religion hindouiste. Depuis l'indépendance en 1948, ils veulent secouer la tutelle bouddhiste cinghalaises, avoir leur Etat. Est-il possible de créer une Confédération cinghalaise ?

Cette question existentielle agite les esprits depuis des lustres. A la recherche d'une solution, Bandaranaike y laissera sa vie, assassiné sur la véranda de sa maison par un moine bouddhiste qui sortit un poignard de sa robe safran et le tua froidement. Nous connaissions bien le premier ministre: il nous avait souvent invités à sa table de famille et envoyé l'un de ses domestiques nous apporter des fruits de sa plantation. Sa mort laissa un dangereux vide politique que les membres de sa famille ne sont pas parvenus à combler. .

Où les microbes sont utiles

Victime d'une mauvaise jaunisse à Colombo, j'avais reçu l'ordre du médecin de me remettre par un séjour à la montagne. Un docteur extraordinaire qui m'a guéri en me faisant boire trois fois par jour un demi verre de cognac avec du blanc d'œuf. J'en redemandais ! Grâce à ce remède disons...inattendu, la fièvre me quitta en quelques jours. Mais j'avais perdu dix kilos. Cela ne m'avait pas empêché de vivre l'expérience traumatisante d'une éclipse totale de soleil à 9h du matin. Les animaux étaient affolés et hurlaient partout. Il fallait se prémunir contre les morsures de serpents rendus fous par cette obscurité soudaine.

A peine remis sur pied, on m'emmena prendre le train à vapeur qui escalade les collines de Colombo à Kandy, après avoir longé un fleuve et traversé des rizières. La locomotive peinait, me semblait-il, à grimper les derniers escarpements. A quelque kilomètres de Kandy – un autre monde que la ville cosmopolite de Colombo et son port si animé – se trouvait la plantation modèle de Pitakande appartenant à mon ami anglais Paul Lacey. Celui-ci avait empoigné le problème du logement de ses deux mille ouvriers tamouls qui récoltaient les feuilles de thé en les jetant dans un sac à dos accroché à leur front par une lanière. Après avoir mis en ordre les coups tordus du passé avec le chef syndicaliste de la région et s'en être excusé, Lacey avait proposé à ses employés de construire eux-mêmes des « vraies » maisons, pour remplacer les baraquements sordides dans lesquels ils dormaient à côté des animaux. Les syndicats trozkystes voyaient tout cela d'un fort mauvais œil, qualifiant ceux qui travail-

laient à Pitakande (nom de la plantation) de « vendus ». Malgré les ricanements, le programme de rénovation se poursuivait avec des concours de jardins fleuris, des cours de puériculture, des films projetés le soir, l'aménagement d'une école enfantine et primaire. Inutile de dire que la démographie était en régression, parallèlement avec l'élévation du niveau de vie. Un lien logique que des « experts » suédois en sexologie venus sur place avaient de la peine à comprendre.

Domestique et syndicats

La demeure du « master » ressemblait à une « country-house » britannique avec tout le confort voulu. Le chef des domestiques s'appelait Perumal et il ne cessait de m'observer. Je n'avais pas, disait-il, les mêmes habitudes de vie que d'autres Anglais de passage : pas de whisky le soir, pas d'aventures avec les « dames du Club », discipline du silence matinal quand il venait m'apporter mon « morning tea ». Un jour, il me demanda pourquoi je n'étais pas comme les autres ! Je lui répondis du mieux que je pus, en toute simplicité, lui rappelant combien j'avais besoin de chercher la volonté de Dieu pour ma vie.

La réussite des progrès sociaux enregistrés dans la plantation de thé de Paul Lacey n'était pas du goût de tout le monde. Certains planteurs « vieux style » en étaient jaloux. A Colombo, les syndicats gauchistes y voyaient un échec pour leur doctrine de la guerre des classes. Aussi ces derniers se mirent-ils à préparer une grève pour que les 2000 ouvriers qui travaillaient à Pitakande débrayent et dénoncent les « menées du capitalisme ». Que faire ? Avec Jacques Henry – un bon Vaudois qui était venu me rejoindre et dont l'histoire bouleversait ceux qui le rencontraient⁴ – nous fîmes part de notre inquiétude à Perumal, lequel n'avait qu'une seule envie, celle de « casser la figure » aux intrus. Nous réfléchîmes ensemble. Perumal n'avait qu'une seule pensée – insolite – en tête : « Montre en or ». Pendant la guerre, il avait travaillé sur une base américaine où il avait subtilisé une montre en or appartenant à un officier. Il prit la décision de la renvoyer à l'ambassadeur des Etats-Unis à Colom-

⁴ Jacques Henry – Enfant par hasard – Caux Editions, 1993

bo avec une lettre explicative. Surpris, le diplomate répondit par une lettre chaleureuse et renvoya la montre à son propriétaire. Libéré de cette action qui pesait sur sa conscience, Perumal se mit à réfléchir à ce qu'il devait faire pour la plantation. Sans hésiter, il convoqua dans la salle de billard de la maison une douzaine de « chefs » des ouvriers et commença par leur raconter comment « nettoyer sa conscience ». Puis il leur demanda de se taire et d'écouter leur « voix intérieure ». Aucun de ces hommes ne savait lire ou écrire. Mais tous avaient compris de quoi il s'agissait. Pendant une heure, à tour de rôle, ils firent des aveux incroyables, des promesses de réparations de torts ou de vols commis, s'engagèrent à ressouder leur ménage. Ce qui se passait, devant nous, dans la vie de ces hommes, était inimaginable. Le problème de la grève « trozkyste » fut vite réglé. Personne n'y participerait.

Echec des perturbateurs

Le jour venu, les syndicalistes de Colombo arrivèrent en jeep, munis de haut parleurs. Ils trouvèrent toutes les habitations de la plantation fermées, alors qu'ils s'époumonaient à crier des slogans anti-européens. Mais il n'y avait personne à l'horizon pour les écouter. La consigne fut totalement respectée. Seule une vieille femme ouvrit ses volets, cracha par terre en les injuriant.

A l'heure où les tensions entre Tamouls et Cinghalais s'aggravaient déjà, ce qui venait de se produire dans la plantation de thé n'était pas sans signification nationale au vu de l'échec des fauteurs de troubles. De retour à Colombo, nous sommes allés au Parlement inviter le premier ministre à venir passer une soirée chez nous pour lui raconter l'histoire de Pitakande. « Nous vous ferons déguster un plat typiquement suisse », lui avions-nous promis. Nos talents culinaires ne dépassaient guère la préparation d'un birchermuesli ; et encore celui-ci fut-il totalement raté, car nous avons utilisé de l'avoine en grains et pas en flocons ! Malgré cette erreur, la soirée fut remarquable. M. Bandaranaike et sa femme retrouvant l'espoir que, en dépit de toutes les difficultés, l'espoir de solutions subsistait. Du moins, c'est ce qu'ils nous ont dit en partant. Hélas, un an plus tard, le poignard d'un moine tuait l'espoir.

Attention !

En contact avec de nombreux leaders politiques, tous partis confondus, des syndicalistes et des rédacteurs des journaux de cette île paradisiaque, il était évident que je serais un jour « surveillé » par les camarades. J'en avais déjà eu un avant-goût trois ans plus tôt chez les dockers de San Francisco dont Victor Laure et moi avions rencontré le leader, Harry Bridges. A la fin de l'entretien, nous avions été photographiés, et je suis prêt à parier que cette photo – assez extraordinaire – trouva facilement le chemin des archives du Kremlin. Je devais sans doute y avoir un dossier, car quelques années auparavant j'avais été mêlé à Genève à une tentative d'enlèvement au BIT du ministre du travail du Ghana – dont j'avais la garde morale – et dont la disparition provoqua l'intervention des autorités suisses. Ce responsable africain se battait avec courage au sein de l'Assemblée mondiale du travail pour débusquer corrompus et corrupteurs. Cela dérangeait les plans de ceux qui passaient leur temps à créer la confusion dans les esprits. Qu'allait-on faire avec moi à Ceylan, à 6000 km de chez moi ?

Ce fut au cours d'une grande soirée chez le Gouverneur général que je fis la connaissance d'une femme d'un charme extraordinaire, d'une grande beauté et d'une culture étendue, parlant un français parfait. Elle m'offrit une flûte de champagne, mais je résistai, car je savais que c'est le premier verre qui compte. Nous bavardâmes toute la soirée. Ce ne fut que lors de l'échange des cartes de visite que je me rendis compte de qui m'avait envoûté toute la soirée : la secrétaire de l'ambassade soviétique, qui voulait à tout prix me revoir le lendemain matin. Heureusement que j'avais appris à dire « Non, merci ».

7 – Inde et Pakistan

En 48 heures, j'avais dû me décider de quitter mon travail de rédacteur de la revue illustrée du Réarmement moral à Caux et à faire partie d'un groupe qui s'envolait en avion spécial vers l'Inde, un Super Constellation d'Air India. Première

escale au Caire avant de faire le tour des pyramides et de voler vers Bombay. Le choc. Installés dans l'autocar qui nous transporte vers l'hôtel Taj Mahal, un cinq étoiles renommé, j'aperçois des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, enveloppés dans des draps, mais dormant à même le trottoir. Pas d'abris pour les pauvres. Quand il pleut, ils vont se réfugier dans les corridors des maisons. La tuberculose fait des ravages. Mais ces êtres humains délaissés sont trop nombreux, m'explique-t-on, et on ne peut rien faire pour eux.

C'est l'impression dominante quand on arrive en Inde. Un vrai coup dans l'estomac. A l'époque, soit en 1954, ils étaient 600 millions d'Indiens, dont la majorité vivaient dans plus de six cent mille villages dans des conditions misérables. Partout des foules, un grouillement invraisemblable de gens qui semblaient ne jamais s'arrêter de courir. Les femmes portent tout sur la tête, l'eau, les légumes, les sacs de riz, alors que les hommes transportent leurs baluchons d'un endroit à l'autre, souvent sur des charrettes à deux roues.

Pour mon premier Noël dans une région de l'Inde où les Chrétiens sont encore assez nombreux, j'avais fait sensation à la gare de Bombay en portant un sapin sur mon épaule. Il avait été cueilli à Simla, la station d'été des vice-rois des Indes sur les contreforts de l'Himalaya, et transporté à Delhi où j'avais pris le relais. A Poona (après une courte halte à Bombay), j'étais monté dans un petit train de montagne à vapeur dont les roues grinçaient à chaque virage pour parvenir dans une station touristique où se retrouvait notre équipe. Ce fut un pasteur anglican qui présida le service de minuit, auquel de nombreux Indiens prirent part avec ferveur, chacun dans sa langue. Emouvant.

De l'Inde je garde surtout l'accueil de la famille Gandhi, des descendants du Mahatma qui avait libéré l'immense pays de la tutelle des Anglais et construit le parti du Congrès dans ce qui allait devenir la plus grande démocratie du monde. Le dernier de ses trois fils, Devadas, était rédacteur en chef du *Hindustan Times*, le journal le plus sérieux du pays. Non seulement j'eus la chance d'être accepté dans la famille avec la permission d'aller deviser avec le grand journaliste dans son bureau quand je

le voulais et voir les typos au travail dans les ateliers, mais aussi de jouir de son hospitalité dans un petit appartement situé en pleine banlieue.

Le père de la nation

Nehru, premier ministre de l'Inde indépendante, était un homme hors du commun. Je l'ai entendu à deux reprises; l'une pendant deux heures devant les étudiants de l'université de Delhi. L'autre, quand il prit la parole pour faire prendre patience à deux cent mille de ses concitoyens, rassemblés sur les terrains vagues qui entourent la vieille ville, attendant Nasser, le « raïs » égyptien, qui allait partir avec tous les chefs d'Etat du tiers-monde à la conférence de Bandung (Indonésie). Ils allaient créer le « Mouvement des non-alignés », pour faire contre-poids aux ennemis de la « guerre froide ». L'avion de Nasser avait du retard. Mais pendant les deux heures d'attente, devant ses compatriotes accroupis à même le sol, Nehru leur raconta histoire sur histoire, les faisant rire, se faisant applaudir, reprenant des pages historiques du pays. C'était réellement le « père du peuple » devant ses enfants. Extraordinaire performance d'un vrai chef d'Etat.

Un personnage plus ou moins mystérieux rôdait dans les cercles dirigeants du pouvoir qui n'était autre que Lady Mountbatten, épouse du dernier vice-roi des Indes britanniques lequel avait été chargé de préparer et d'organiser la « partition » du pays en deux Etats⁵, l'un uniquement pour les Musulmans. Ses rapports avec Nehru dépassaient largement les courtoisies diplomatiques. Comme Nehru était originaire du Cachemire, royaume indien mais peuplé de nombreux Musulmans, plusieurs ministres ont raconté que « Lady M » - comme on l'appelait - avait tout mis en œuvre pour que le Cachemire soit indien et non pakistanais. La guerre entre les deux nouveaux Etats éclata peu de temps après l'indépendance. Cinquante ans après, elle dure toujours. Cet épisode tragique de l'histoire indienne a été racontée dans un livre intitulé *The Rape of Cachemire* (Le viol du Cachemire) qui a totalement disparu des bibliothèques du monde entier.

⁵ On estime généralement à dix-sept millions le nombre de victimes causées par la séparation des deux Etats.

Chez les Musulmans

Mon visa de « touriste » était valable trois mois. Pour le renouveler, il fallait se rendre dans un pays tiers et présenter une nouvelle demande. Je choisis le Pakistan voisin, dont la frontière venait d'être rouverte, six ans après les drames de la « partition ». Au poste frontière, où il fallait changer de train car 500 mètres de rails avaient été enlevés, la police et l'armée veillaient et fouillaient tout le monde. Après une journée de voyage, enfin voici Lahore, ville splendide construite au XVI^{ème} siècle par l'empereur Moghol Djahangir. Ses jardins sont célèbres pour leur beauté, la variété des essences d'arbres plantés sur des kilomètres et ses palais. Nous logions chez l'évêque anglican. C'était la première fois depuis la « partition » que les équipes de cricket indienne et pakistanaise se rencontraient. Je n'ai jamais rien compris à ce jeu, mais l'ambiance était ce jour-là bien particulière entre ces sportifs qui avaient tous grandi dans un même pays que la folie de certains hommes avaient séparés.

« La réunion des cœurs »

J'avais un ami syndicaliste du côté pakistanais. Fervent musulman, il avait comme il se doit, quatre femmes. Après mûre réflexion et prières à la mosquée, il s'était dit que deux suffisaient ! Il avait payé leur départ et leur avait trouvé un mari, alors que lui s'installait dans deux logements à l'intérieur de la vieille ville de Lahore. Profitant de la présence des joueurs de cricket indiens, il avait rédigé un tract sous le titre « La réunion des cœurs » qu'il avait fait distribuer dans le stade, invitant les Indiens à venir prendre les repas que les femmes pakistanaises avaient préparés dans les rues. Il fallait du courage pour lancer pareille initiative alors que les sentiments étaient encore exacerbés par les violences des événements de l'indépendance. Mais le succès fut total, car la chance de rencontrer de vieux amis était unique. Chacun le comprit.

Dans l'autre Pakistan

A 2000 km de la partie principale du Pakistan, les Musulmans du Bengale s'étaient séparés des Indiens pour former ce que l'on appela le Pakistan oriental. Pays lui-même divisé en deux parties distinctes : les collines au Nord où pousse le thé, et le delta du Brahmapoutre où pousse le jute. Chaque année, ce dernier fleuve sort de son lit à l'époque de la mousson et inonde totalement la plaine. Des centaines de gens périssent, souvent par des morsures de serpent alors qu'ils vont se réfugier sur les arbres, en attendant que les eaux se retirent. Mais le climat culturel est étonnant : il ignore la frontière artificielle entre les deux pays. Rabin Ranath Tagore, le poète philosophe mondialement respecté, ne connaît pas les barrières des hommes.

Dans la principale usine de tissage de jute du pays, une petite bagarre avait éclaté autour d'un réchaud où cuisait la soupe. Pour une raison qui demeurera inconnue, deux Musulmans, l'un du Bengale, l'autre du Pakistan, se mirent à se lancer des coups de poing violents qui dégénérèrent en quelques instants en bataille générale de l'ensemble des ouvriers de l'usine. En vingt minutes il y eut 600 morts, jusqu'à ce que la police n'arrive sur les lieux avec des mitraillettes. Le gouvernement destitua les ministres, institua un régime militaire et décréta l'état d'urgence; il fit fermer l'usine pendant dix jours et demanda notre aide pour calmer les esprits. Avec cinq camarades nous partîmes pour Dacca, la capitale, pour essayer de ramener un peu de raison et rétablir une coexistence, même fragile, entre deux clans ennemis. Nous avons projeté nos films et avons rendu visite aux principaux chefs du pays, les suppliant de ne pas utiliser ces tragiques événements pour des calculs politiques soi-disant démocratiques. L'eau montait jusqu'au premier étage des maisons et on entraînait dans le salon en pirogue !

Avec un ami hollandais, je suis demeuré trois mois à Dacca, rencontrant souvent les syndicalistes qui détenaient la clef du problème. J'entends encore ces petites marches d'appel au calme, les hommes chantant en bengali accompagnés par des pipeaux, le long du fleuve assagi. Les Américains avaient été généreux pendant les

inondations, distribuant vivres et couvertures. Ils réalisèrent aussi un film documentaire dont le titre était tout un programme : « We can take it ».

Après trois mois d'attente, le visa de rentrée en Inde nous fut enfin accordé. J'avoue à ma honte qu'il me semblait retourner vers la civilisation, après avoir quitté le pays le plus pauvre du monde, qui devint beaucoup plus tard le Bangla Desh indépendant après une guerre menée par l'armée indienne.

8 – Liberté

Un film, entièrement écrit et joué par des Africains, a joué une part importante dans ma vie, l'infléchissant dans une direction totalement inattendue. A Paris, on me demanda d'organiser le doublage du film en français dont la version originale était anglaise. Simple à dire, plus difficile à réaliser, car il fallait trouver une quinzaine d'Africains dont les voix possèdent des intonations inconnues chez les Blancs. C'est ainsi que, d'ami en ami, je fis la connaissance de nombreux étudiants africains et les engageai comme acteurs bénévoles pour un film dont ils comprenaient vite la valeur et la portée.

Il y eut tout d'abord Blaise Senghor, brillant neveu du premier président du Sénégal, Léopold Sedar Senghor. Plus tard, Blaise représenta son pays à l'UNESCO. Mais il devait mourir d'une sale maladie peu après, bien trop tôt. Puis il y eut le Dr Ekwe Bell, de Douala, portant fièrement une allure princière avec grande distinction. Ensuite Blaise N'Diaye, un Guinéen qui termina sa vie de chef d'entreprise d'une usine d'aluminium lorsque les marxistes s'emparèrent du pays et qui disparut.. Faut-il citer encore le pasteur camerounais Eugène Mallo, aumônier des étudiants africains vivant à Paris ? Surtout Francis Bebey, comme moi fils de pasteur, qui passa sa vie à chanter en s'accompagnant de sa guitare et fit une belle carrière. J'allais oublier Félix et Augustine N'toné, Camerounais au grand cœur après avoir milité dans des mouvements de gauche et quelques autres. Il y eut aussi une petite fille de feu le Gouverneur Eboué, ex-gouverneur général de l'AEF qui, le premier, rallia le général de Gaulle en

1940 à Brazzaville. Tous ces jeunes bouillonnaient d'idées pour l'indépendance de leurs pays, qui était proche et dont ils étaient les turbulents animateurs. Ils se plièrent à la discipline du doublage de *Liberté* avec joie, conscients de participer à un travail de construction d'une Afrique qui s'émancipait..

Au Palais de Chaillot

La « première » de la version française de *Liberté* fut un événement. A la veille du 14 juillet, le gouvernement français avait convié à Paris tous les leaders de l'Afrique francophone. Ceux-ci furent invités au Palais de Chaillot pour assister à la projection du film dont ils avaient tant entendu parler. Ce fut Modibo Keita, futur président du Mali, qui introduisit la représentation. Pour ces hommes politiques, formés dans les écoles françaises à la logique cartésienne, ce film leur apportait une approche socio-spirituelle dont ils étaient bien conscients que leurs pays auraient besoin une fois franchies les rapides étapes de l'indépendance.

Ce film n'était pas innocent. En particulier, la scène d'une révolte parmi les femmes dans un marché africain, refusant de payer des taxes supplémentaires aux autorités coloniales, restait en travers de la gorge des responsables français du maintien de l'ordre. Je dus présenter le film à deux reprises devant la commission de censure du Ministère des territoires d'outremer qui craignait des désordres. Après une longue attente, nous reçûmes enfin le visa d'exploitation qui soumettait l'autorisation de présenter le film dans les capitales africaines à l'approbation des autorités coloniales de l'AOF (Afrique occidentale française) et de l'AEF (Afrique équatoriale française). Personne à Paris ne voulait prendre la responsabilité de montrer des femmes africaines en colère et des chefs qui se disputaient devant le représentant de la métropole, même si la fin du film était plus que positive et laissait les spectateurs sous l'impression émouvante du chant de *Nkosi sikelele Africa* (devenu le chant national d'Afrique du Sud)⁶.

⁶ *Que Dieu protège l'Afrique*

Départ pour Dakar

Puis vint l'étape de la présentation du film à la commission de censure du Sénégal. Simple formalité, pensions-nous. A quelques jours de Noël, mes amis me proposèrent de prendre le prochain avion et de rencontrer ces messieurs. J'avais les grosses bobines de 35mm dans mes bagages et quelques adresses : le président de l'Assemblée nationale, le gouverneur (français) de l'AOF (Afrique occidentale française), Pierre Messmer (futur premier ministre de Charles de Gaulle), le président de l'Assemblée constituante, les numéros de téléphone de quelques membres de la famille Senghor. Avec pareilles introductions, l'affaire est dans le sac, me dis-je. C'était compter sans la peur qui, de manière diffuse, remplissait les esprits. Personne ne voulait prendre la responsabilité de montrer une révolte populaire dans un marché, lieu de toutes les réunions clandestines! « Ca leur donnerait des idées », disaient tous ces universitaires, agrégés d'histoire ou de philosophie. Finalement, toutes les autorités se mirent d'accord pour confier l'autorisation de montrer le film au jugement « d'un homme de la rue ». Un instituteur de mes amis trouva un balayeur, trop heureux d'avoir moins à faire et de s'asseoir dans un cinéma réservé pour lui tout seul afin de visionner un beau film africain. Enthousiaste de voir sur l'écran des adversaires politiques se réconcilier, cet « homme de la rue » ne tarit pas d'éloges sur le spectacle. Comme convenu, les personnalités officielles se plièrent à son jugement, et le fameux visa d'exploitation fut dûment tamponné au Ministère de la Culture !.

Premiers contacts avec l'Afrique profonde

A Dakar, j'ai découvert un peu de l'Afrique, que ce soit à la table du professeur Monod, savant de renom qui connaissait par cœur tous les secrets du Sahara et avait constitué un riche musée d'histoire et d'ethnographie, ou dans les villages. Ma première nuit se passa dans une étable en construction chez un chef syndicaliste, au cœur du pays. Je ne dormis pas beaucoup, fasciné que j'étais par la luminosité des étoiles dans le profond ciel africain. Que c'était beau. Je comprenais pourquoi la Bible parle de « l'étoile brillante du matin ».

Un parent de la famille Senghor m'emmena à l'île de Gorée, lieu de rassemblement et de départ des esclaves noirs que des Français peu scrupuleux vendaient aux Américains comme main d'œuvre quasi gratuite pour les plantations de coton dans le sud des Etats-Unis. Les Noirs devaient se faire enregistrer avant de prendre place sur les bateaux, ou plutôt les rafiots qui leur faisaient traverser l'Atlantique. Ils passaient un à un à travers un trou foré dans un mur, aujourd'hui sale et impressionnant. J'étais empli de honte en voyant ce que les Blancs avaient fait.

Notre « culture » occidentale

Dans les banlieues de Dakar, les cinémas sont en plein air. Nous sommes allés voir ce que les exploitants métropolitains montraient aux foules qui accouraient. Rien que des films américains, tournés dans des décors de luxe, sinon de luxure exportée par l'Occident matérialiste et immoral. Pourquoi s'étonner que les Africains rêvent d'un monde où la vie semble facile, baignant dans l'argent, le sexe, le confort, le mensonge ? Hélas, le mal est fait et rien ne pourra empêcher les jeunes générations africaines de chercher par tous les moyens à imiter les Blancs, à espérer une vie où tout vous est donné, où la corruption s'infiltre partout.

Mali

A mille kilomètres de Dakar, à l'extrémité de la ligne de chemin de fer construite par les colons français, se trouve Bamako, à l'époque ville tranquille au bord du Niger. Ce fleuve prend sa source en Guinée pour devenir l'immense fleuve qui arrose le Nigeria. En hiver, pour passer d'une rive à l'autre à Bamako, on saute sur des pierres où les femmes frappent leur linge qu'elles lavent avec conviction. Je savais que Ya Doumbia, sénateur de la France d'outremer, personnalité malienne fort connue, m'attendait. Mais quand ? A Paris, il m'avait fait promettre que si je venais jamais en Afrique je devais aller le voir « chez lui », pas à Bondy, où il habitait dans une petite villa de banlieue. De Dakar, j'aurais dû lui envoyer un télégramme pour lui an-

noncer mon arrivée. Mais, patatras, les postes se mirent en grève. Impossible de le joindre. Mais l'ordre reçu dans la prière était formel : « Vas-y ! » .

Rien que le voyage fut pour moi une aventure. J'étais seul dans mon compartiment. Après trois heures de voyage j'entends beaucoup de bruit à côté. J'ouvre la porte et je découvre qu'une femme était en train d'accoucher, à grands renforts d'exclamations et d'encouragements des voyageurs. Pendant la nuit, alors que le train roulait à travers le désert, il faisait un froid glacial. On m'apporta une couverture et du thé chaud. Vingt-quatre heures après mon départ de la capitale du Sénégal, me voici enfin à Bamako. Personne à la gare pour m'attendre, évidemment. A un chauffeur de taxi – dont la voiture me semblait en meilleur état que d'autres - je demandai s'il connaissait Ya Doumbia. « Bien sûr, patron », me répond-il et il m'emmène chez le sénateur qui avait préparé le dîner. Comment a-t-il su que j'arrivais, je ne le saurai jamais. Le lendemain, il me présenta au Grand Moufti de Tombouctou, l'ancienne capitale commerciale de l'Afrique médiévale. Les caravanes s'y croisaient, venant de tous les points cardinaux du continent. C'était un lieu d'échanges intellectuelles autant que commerciales avec une université réputée dans le monde arabe. Aujourd'hui, c'est un centre de culture islamique de très haut niveau. Comme le font toujours les Africains, le grand personnage musulman que je voyais pour la première fois m'invita à venir dans « sa » ville. Ce ne fut malheureusement pas possible. Mais l'intervention du Grand Moufti et celle de Ya Doumbia firent sauter les verrous de l'administration coloniale française qui n'osa plus tergiverser devant la conviction de ces deux personnalités d'appuyer la projection de *Liberté* dans tous les pays francophones.

Côte d'Ivoire

Le distributeur français qui avait acheté les droits de diffusion du film avait établi un vaste programme de représentations. Entre autres en Côte d'Ivoire, pays de cocagne, principal producteur mondial de cacao, vivant sous la paternelle, mais ferme, autorité du président Félix Houphouët-Boigny. J'avais fait sa connaissance à

Paris, où il était Secrétaire d'Etat à la Santé dans le gouvernement de Guy Mollet. Il avait obtenu un diplôme en pharmacie, mais la politique l'intéressait davantage. Ce fut le fondateur du RDA. (Rassemblement démocratique africain) qui rassembla très vite les élites africaines se préparant à l'indépendance. Il possédait un magnifique appartement à l'avenue MacMahon où nous fûmes reçus. Houphouët rêvait pour l'Afrique d'une société sans classes, basée sur la fraternité – nom qu'il donna au journal publié à Abidjan. Quand il apprit que *Liberté* serait projeté dans « sa » capitale, il organisa une représentation spéciale pour tous ses ministres, les ambassadeurs, etc. Ce fut une soirée inoubliable, prélude à de nombreux contacts ultérieurs avec celui que l'on appelait « le vieux sage ». Lors de la réception qu'il donna en notre honneur, il insista pour que la terre d'Afrique soit un lieu de réconciliation. « J'ai dit à nos étudiants qui sont dans les universités françaises qu'ils devaient se préparer à être des apôtres de la réconciliation », insista-t-il.

Je devais le revoir quelques années plus tard à Brazzaville, lors d'une réunion des chefs d'Etat francophones d'Afrique. Il essayait de leur faire comprendre qu'il était important de tout faire pour que les Blancs d'Afrique du Sud changent, au lieu de les combattre. La Côte d'Ivoire fut le seul pays africain à établir des relations diplomatiques avec Pretoria, geste qui facilita beaucoup les échanges entre le reste de l'Afrique et le pays de Nelson Mandela.

A Abidjan, Eric Junod⁷ et moi étions les hôtes officiels du président. Il nous avait fait réserver un appartement dans la banlieue de Treichville, en pleine cité africaine où l'on dansait jusque tard dans la nuit. Le gouvernement avait mis une voiture avec chauffeur à notre disposition. Mais nous n'avions pas le sou ! Nous attendions que le chauffeur ait disparu au coin de la rue pour aller acheter quelques bananes, la bonne nourriture des pauvres. C'est la première fois que j'ai eu faim. En réponse à nos prières, nous avons reçu un chèque d'un ami ouvrier français que nous connaissions bien de Paris. « Je n'ai fait qu'obéir », nous dira-t-il plus tard. Puis le maire de la ville nous aida à prendre l'avion pour Bamako où se poursuivait notre aventure. Il

⁷ Camarade jurassien de Caux, ex-employé de commerce, avec qui j'ai passé des années en Afrique.

avait puisé dans la caisse des redevances du marché aux légumes, après nous avoir fait promettre de ne pas hésiter à lui demander « n'importe quoi ». Le voyage fut sans histoire. A l'aéroport de Ouagadougou, nous avons croisé un groupe d'Africains qui se tordaient de rire. Pourquoi ? Simplement parce qu'ils écoutaient les prévisions du temps diffusées par la radio suisse romande laquelle prévoyait de grosses chutes de neige. Alors qu'à « Ouaga » il faisait au moins 40 degrés !

9 - Aventures au Congo

Devenu indépendant le 30 juin 1960, le Congo belge plongea dans le chaos le plus complet au bout d'une semaine. Les Belges avaient redouté que leur riche colonie ne soit transformée en une Algérie déchirée par une guerre civile, et se hâtèrent d'annoncer l'indépendance, non sans les pressions exercées par les Etats-Unis. Une petite manifestation dégénéra en bagarre : il y eut quelques morts, mais les administrateurs coloniaux prirent peur. Ils abandonnèrent leur autorité sur ce pays, aussi vaste que cinq fois la France, croyant qu'il était prêt à se gouverner, alors que seuls huit Congolais avaient terminé leurs études universitaires. Pourtant la scolarisation était la plus forte d'Afrique aux niveaux inférieurs. Encore une génération et le pays aurait été prêt pour un avenir solide, avec des cadres congolais en nombre suffisant soient prêts à assurer la relève. Mais on ne refait pas l'histoire.

Réunis à Bruxelles pour débattre des structures du nouvel Etat indépendant, tout ce que le Congo comptait de chefs coutumiers, d'universitaires et de haut fonctionnaires demandèrent à voir le film *Liberté* dont nous avons déjà parlé et qui les toucha profondément. Avec l'appui du gouverneur général Ganshof van der Mers, ces hommes organisèrent une tournée des capitales des six provinces, accompagnée d'une équipe magnifique, des Blancs et des Noirs d'Afrique du Sud, des anciens Mau Mau du Kenya et les « Frères Colwell », trois garçons américains vêtus en cow-boys qui avaient composé une série de chansons en langues indigènes. Chaque chanson

contenait un appel en musique à la réconciliation. Ces chansons firent le tour du pays pendant des années.

Quelles que fussent ses qualités humaines, cette équipe était en majorité anglophone et avait besoin de traducteurs. En août un télégramme arriva à Caux me demandant de me rendre immédiatement à Léopoldville ! Ainsi débuta pour moi une aventure qui – avec quelques interruptions - devait durer neuf ans.

La révolte

Mais revenons à l'indépendance. Les Belges avaient mis sur pied une petite armée professionnelle de 25.000 hommes, appelée « Force publique », commandée exclusivement par des officiers blancs. Les Congolais n'avaient pas le droit de dépasser le grade d'adjudant sous-officier. Réunissant les plus hauts gradés quelques jours après les festivités de l'indépendance, le général belge Jansens se mit devant un tableau noir où il écrivit : « Avant l'indépendance = après l'indépendance ». Il pensait à la discipline et à la hiérarchie du commandement. Le tollé fut immédiat. « On va leur montrer qui commande ici ! » crièrent les sous-officiers congolais qui organisèrent illico une violente mutinerie . En quelques jours le rêve belge de continuer à administrer leur ancienne colonie se transforma en cauchemar. La révolte commença à Thysville, centre de formation et point d'appui militaire du Bas-Congo. Quelques femmes belges furent violées, et ce fut la débandade générale. Il y eut quelques morts dans les rangs congolais. Sur une cinquantaine d'officiers belges présents dans le pays, sept seulement décidèrent de faire face et de demeurer à leur poste. A Léopoldville, la confusion atteignit son paroxysme. Près de quarante mille Belges prirent le chemin du port fluvial dans la panique, espérant prendre le bac qui franchit le fleuve et conduit à Brazzaville, l'autre Congo administré par les Français, et l'abbé Fulbert Youlou, moine défroqué que l'on appelait « vulgaire filou ». Les rues et les routes conduisant au port étaient totalement bloquées par des voitures où les Belges avaient entassé, la peur au ventre, leurs biens les plus précieux. Cela dura quelques jours.

Quant aux Congolais, ils regardaient, hébétés, cette fuite des Blancs, ne comprenant rien à ce qui se passait.

Croyant qu'elle devait sauver ses ressortissants d'un massacre général, la Belgique envoya plusieurs avions de transport et un bataillon de parachutistes pour assurer la sécurité de la route menant à l'aéroport.

Lumumba au pouvoir

De leur côté les Congolais, groupés autour de leur premier ministre Patrice Lumumba, un ardent nationaliste de gauche, constituaient leur gouvernement. Ce dernier fit immédiatement appel au Conseil de sécurité des Nations unies pour faire partir les militaires belges et, surtout, pour mettre fin à la sécession de la riche province minière du Katanga que les dirigeants de l'Union minière (belge) entendaient sauver du chaos. Les Belges avaient trouvé la parade, croyaient-ils, en nommant comme chef du gouvernement provincial Moïse Tshombé, un politicien local, habile manœuvrier et très populaire.

L'autre grande décision prise par le gouvernement Lumumba concernait les restes de la « Force publique » qui avait pillé les arsenaux et les villas abandonnées par les Blancs, semant le désordre, souvent la mort, dans le pays entier. « Qui d'entre vous possède une expérience militaire ? » demanda Lumumba à ses ministres. Le seul qui avait suivi une formation militaire et obtenu le grade de sergent-major s'appelait Joseph Désiré Mobutu. Il avait été nommé secrétaire d'Etat à l'information. Qu'importe, lui ordonna-t-on : remets ton uniforme : nous te nommons major avec la mission de remettre de l'ordre dans les rangs des soldats.

Mobutu, l'homme seul

Quoi qu'on puisse dire des événements qui se déroulèrent ultérieurement, on doit reconnaître le courage du «major» Mobutu. Souvent seul et sans armes, il se rendit dans tous les camps militaires du pays, rassembla les soldats autour de sa personne, organisa des élections pour décider qui seraient les officiers. D'un autre côté,

il créait sa propre garde prétorienne pour protéger sa maison et sa famille. C'était l'ancienne demeure du gouverneur belge, magnifiquement située, dominant les impressionnantes chutes du Congo. Cette « reprise en mains » s'effectua sans qu'une goutte de sang ne fût versée. Il n'en fut pas de même entre la soldatesque du roitelet Kalonji qui s'était emparée de la région diamantifère du Sud-Kasai que convoitaient aussi les militaires katangais.

Pendant ces semaines décisives, les Russes avaient promis à Lumumba de lui livrer toutes les armes et le matériel dont il aurait besoin. Les premiers camions étaient en route en juillet. On risqua un affrontement intercontinental. L'ONU, encouragée par son secrétaire général, le Suédois Dag Hammarskjöld, n'eut d'autre recours que de mobiliser dans une urgence extrême des casques bleus suédois et de sonner le tocsin dans les pays du tiers-monde pour éviter un affrontement entre l'Amérique et la Russie au cœur de l'Afrique.

Après les Suédois, les premiers sur les lieux furent les Ghanéens qui contrôlèrent immédiatement les studios de la radio nationale, les ambassades et la villa de Lumumba. C'étaient des hommes formés à l'anglaise, disciplinés, dont le commandant venait tout droit de Sandhurst. Il vint souvent nous voir et organisa plusieurs projections de *Liberté* pour ses troupes. Puis vinrent les Malais, des soldats aguerris par les combats dans la jungle. Ils défilèrent sur le boulevard principal de Léopoldville sans qu'on les entende ; leurs chaussures possédaient des semelles spéciales de caoutchouc. Leur marche silencieuse fit grande impression sur une foule très dense qui se demandait d'où venaient ces extra-terrestres..

Pendant que se déroulaient les manœuvres diplomatiques à l'ONU, Lumumba avait formé son cabinet avec des hommes pour la plupart inexpérimentés, ou soudoyés par des agents d'origine douteuse. Les ambassadeurs occidentaux ne cachaient pas leur inquiétude. Nous avons rencontré à plusieurs reprises le représentant des Etats-Unis, Mr Timberlake, qui, des années plus tard, vint dîner chez nous à Genève. Homme droit, cultivé, intelligent, il fut victime d'une purge au Département d'Etat qui lui confia un poste de professeur d'histoire dans une académie de la marine améri-

caine. Un envoyé de la CIA fut bientôt sur place pour organiser une contre-offensive. Tout au long de mes années congolaises, j'ai constaté une sourde rivalité entre les diplomates du Département d'Etat, accrédités en bonne et due forme, et les agents américains plus ou moins secrets dont les ordres n'étaient pas nécessairement les mêmes que ceux du State Department.

Le décor de la tragédie à venir fut planté au début septembre, après les batailles du Katanga et du Kasai. Lumumba possédait à l'ONU l'atout d'un appui des pays non-alignés, alors que le président Kasavubu représentait une certaine légitimité à l'égard d'une bonne partie des puissances occidentales auprès desquelles l'accord passé avec le Katanga garantissait une certaine stabilité. Le 5 septembre, Lumumba, fort de l'appui de l'armée, destitua Kasavubu, lequel destitua à son tour Lumumba, désormais protégé par les soldats ghanéens, eux-mêmes entourés de soldats congolais. Une semaine plus tard, Mobutu prit les choses en mains et destitua tout ce petit monde de « dirigeants » qu'il remplaça par un « Collège des commissaires généraux » composé des quelques universitaires congolais qui avaient fréquenté les hautes écoles belges. Selon Mobutu, il ne s'agissait pas de constituer un nouveau gouvernement, mais de « gérer la chose publique ».

Avec ces jeunes commissaires, le dialogue fut facile en ce qui me concerne, moi et mes amis. Tout de suite le commissaire à l'intérieur, -un helvético- congolais – nous demanda de reprendre les émissions quotidiennes à la Radio nationale, telles qu'elles avaient commencé peu après l'indépendance pendant une semaine. Me voici rédacteur, bientôt speaker, d'émissions d'un quart d'heure, diffusées matin et soir, avec des chants des Frères Colwell qui rencontraient un immense succès. A moi la charge de trouver, écrire et raconter au micro des histoires de changements et de réconciliation. L'aventure durera un an et demi. Je reconnais ne pas m'être gêné pour attaquer les communistes chaque fois qu'une occasion se présentait. Ce qui me valut une convocation au secrétariat de l'ONU pour qui ces prises de position manquaient de « neutralité ». Je fus interdit d'antenne avec mes camarades. Mais le grain avait été semé et dans tout le pays – et au-delà jusqu'au Tchad – des centaines de témoignages

remplissaient chaque jour notre case postale. Je reprenais les meilleures émissions sous forme d'articles dans *Présence congolaise*, hebdomadaire très influent dont le rédacteur m'avait demandé de l'aider.

Un brillant intellectuel de l'ONU eut l'idée géniale que ce qui faisait défaut au Congo, c'était une vraie Constitution. Evidemment le Parlement se trouvait en congé et il n'y avait personne pour rédiger un texte fondamental pour un pays qui se déchirait dans les guerres civiles. Il y en avait bien une, concoctée dans la hâte à Bruxelles. On avait espéré imposer un régime démocratique en quelques semaines à des chefs coutumiers qui se trouvaient du jour au lendemain promus au rang de député ou de sénateurs, alors que les ministres recevaient chacun une belle Mercedes noire. Un haut fonctionnaire qui croyait avoir inventé la poudre se dit alors qu'il faudrait faire venir à Léopoldville un professeur de Droit constitutionnel. Le choix tomba sur le Professeur Dietrich Schindler, un éminent spécialiste constitutionnel de l'université de Zurich. Le pauvre ! Il arriva dans une confusion politique invraisemblable où la dernière des préoccupations des « responsables » était d'écrire une constitution. Junod et moi sommes allés passer une soirée avec notre compatriote pour tenter de lui faire comprendre « le contexte », comme disent les Africains. Oubliant rapidement ce que l'on attendait de lui, le Pr Schindler laissa derrière lui un texte qui ne sortit jamais des cartons de l'ONU. Ce qui ne l'empêcha pas de faire une brillante carrière universitaire et de devenir membre du Comité international de la Croix-Rouge.

On tue le mouton

Peu avant l'indépendance, l'un des résultats de l'action de l'équipe qui présentait Liberté fut de susciter une vraie réconciliation entre deux tribus qui se faisaient la guerre, les Lulus et les Balubas, toutes deux de la province du Kasai⁸. Leur exemple pouvait faire école, se dirent les diplomates onusiens. Pour éviter des influences néfastes, ils persuadèrent tous les « leaders » politiques congolais de passer une semaine ensemble en conclave pour dégager un cadre de vie acceptable par l'ensemble du

⁸ Tous les récits de réconciliation ont été résumés par Charles Piguet : « Liberté pour le Zaïre », Editions de Caux, 1991.

pays déchiré. L'ONU occupa l'université de Lovanium : les « casques bleus » construisirent une barrière de fils de fer électrifiés tout autour du campus pour que personne ne vienne déranger les discussions : ils firent venir des chiens policiers suédois et des chefs dont la cuisine française était renommée. Puis ces Messieurs arrivèrent. L'exemple de l'un des jeunes politiciens du Kasaï qui avait été à l'origine de la réconciliation au Kasaï fit grande impression. On signa un accord de coopération. Puis tout le monde se retrouva pour une soirée dans les jardins du « zoo » - l'un des endroits chic de la capitale pour une projection de *Liberté*, le film qui avait tant fait pour changer les mentalités. Le président de la République, Joseph Kasavubu, était au premier rang, tandis que l'on tuait le mouton en signe de réconciliation. Celle-ci ne fut que partielle, les Katangais ayant refusé de venir.

Avec les militaires.

Nous avions dans notre équipe un chirurgien américain qui, au prix de gros sacrifices, voulait consacrer quelques mois au Congo. Quand les médecins belges quittèrent le pays, il se présenta comme volontaire à l'Hôpital des Congolais où il travailla sans relâche, opérant quasi jour et nuit. L'un de ses confrères, un baron belge, était lié d'amitié depuis longtemps avec le « sergent-major » Mobutu dont il assurait la responsabilité médicale. Pendant l'été, le baron demanda à notre chirurgien s'il accepterait d'être le médecin militaire du bataillon de parachutistes que Mobutu était en train de créer. Ces malabars en treillis kaki étaient des durs. Ils couraient chaque jour une quinzaine de km avec leur équipement. Ils avaient conscience d'avoir un peu le destin du pays en mains. Avec leur commandant, le major Tchatchi, nous nous étions liés d'amitié et les contacts furent faciles parce que loyaux. Nous allions montrer tous nos films, donner des « conseils » à ces baroudeurs de la jungle que tous les diplomates et agents secrets de la capitale rêvaient d'infiltrer.

Pour les aider, nous avons décidé avec eux de réaliser un film de vingt minutes auquel nous donnerions le titre de *On peut compter sur nous*. Le scénario était des

plus simples : les soldats jouaient les rôles de corrupteurs qui utilisaient tous les moyens pour détourner des militaires de leur devoir : des cajoleries de femmes, des cadeaux en argent, des bouteilles de whisky. Le tout préfacé par Mobutu. On y voyait le premier défilé de l'Armée nationale en octobre 1960 et tout finissait par un chant enregistré avec des voix africaines profondes. J'étais commentateur et « conseiller ». Ce petit film obtint une distinction au Festival international du film militaire à Versailles.

Plus tard, le commandant du bataillon me demanda de traduire en français le manuel des parachutistes américains. A quoi sert une licence universitaire en sciences politiques ?

Le défi de la formation

L'armée constituait à cette époque le seul élément encore structuré du pays. Dans la perspective que nous décrivait Mobutu, il était important que ses responsables soient des hommes non seulement formés au métier des armes, mais aussi capables de donner une impulsion morale au pays. C'est pour cela qu'il nous envoya, Eric Junod – un camarade de Caux - et moi, dans un petit bimoteur, présenter nos films dans tous les camps militaires de cet immense pays. Avec Bill Close, le chirurgien américain dont nous avons parlé plus haut, nous avons aussi transporté des sacs de riz pour éviter que les militaires n'aillent se servir chez les civils.

Le moment le plus émouvant pour moi fut notre voyage dans le Haut-Katanga, ravagé par la guerre. Devant une infirmerie dont il ne subsistait que les murs, nous avons vu une simple croix, confectionnée avec des tuyaux ajustés par du fil de fer. C'était le dernier souvenir laissé par vingt prêtres et religieuses, massacrés à la mitraillette, un par un, par des mutins, lors de « l'indépendance » du Katanga.

Au cours de ces visites dans les camps, nous avons repéré plusieurs officiers dont le caractère nous semblait être au-dessus de la moyenne. C'est avec eux que nous sommes allés à Caux, après avoir visité une base militaire en Allemagne et nous être rendus à Berlin – à l'époque du Mur. En Suisse, l'administration militaire avait bien

préparé les choses. Un major instructeur impressionna beaucoup nos visiteurs en leur donnant comme ligne de conduite cette simple phrase : « Un officier n'est jamais déconsigné ». De retour au pays, ces hommes eurent à faire face, soudainement, à une invasion venue de l'Est, soutenue et armée par la Chine et la Tanzanie, dans le but de remplacer le pouvoir en place à Léopoldville, soutenu par les Occidentaux et l'ONU, par les « révolutionnaires » installés à Stanleyville. Tshombé, alors premier ministre de l'ensemble du Congo, remarqua dans sa tournée des troupes au combat des officiers qui avaient mieux résisté que d'autres. C'était la trentaine que nous avions formés au cours de nos périples au Congo et en Europe. C'est la raison pour laquelle le premier ministre et Mobutu signèrent une lettre – que j'ai encore – dans laquelle ils nous demandaient de structurer une formation civique et morale pour les hommes sur lesquels reposaient l'avenir de l'armée.

Rébellion

La situation du pays était grave. Les rebelles appliquaient les principes révolutionnaires utilisés au Cambodge et tuaient systématiquement leurs compatriotes qui possédaient quelque éducation pour les remplacer par des insurgés analphabètes sauvages à leur solde. On estime à une centaine de milliers les gens qui furent massacrés de la pire façon pendant cette guerre civile. Les otages belges furent nombreux ; beaucoup moururent sous la torture. J'ai reçu à cette époque deux lettres manuscrites du conseiller fédéral Paul Chaudet, chef du Département militaire, qui m'encourageait dans ce que nous cherchions à construire dans ce pays dévasté.

Quand les troupes rebelles se mirent en marche, droguées avec du chanvre, le président Kasavubu était dans son village du Bas-Congo, le général Mobutu jouissait de la vie dans sa villa de la Côte d'Azur, et le chef d'Etat-major était absent. C'était un dimanche après-midi. Sitôt les nouvelles diffusées par la radio, Eric et moi avons cherché le chef d'Etat-major adjoint, le major Puati, un vrai ami qui prenait sa tâche au sérieux et assurait la permanence pendant le week-end. Ensemble nous nous sommes retrouvés dans le bureau de l'attaché militaire américain, le colonel Radstein –

un des vaillants guerriers qui sauta sur Sainte-Mère-l'Eglise lors du Débarquement dans la nuit du 6 juin 1944. Ensemble nous avons alerté le plus de monde possible et fait dresser les premiers barrages sur les routes prises par les rebelles. Ce n'était pas Tintin au Congo mais des petits Suisses en action.

Avec l'ONU

Les Commissaires généraux que nous connaissions bien avaient fait le maximum pour rétablir un semblant d'ordre. Mais aucun d'eux ne possédait de formation diplomatique ou internationale. Aussi quand ils durent se rendre à l'Assemblée générale de l'ONU à New York pour y plaider la légitimité de Kasavubu, ils se trouvèrent dans des situations délicates. Un homme vint à leur secours, un de nos vieux amis rencontré à Paris : Louis-Ignatio Pinto, un juriste dahoméen, de ceux que l'on appelait les « latinistes de l'Afrique ». Pinto était venu au Congo pour faire rapport sur la situation dramatique de l'Angola, également déchiré par la guerre civile. A New York, il prit sous sa protection, si l'on peut dire, les jeunes universitaires congolais, en particulier Mario Cardoso chargé des « affaires étrangères ». Ce dernier, avec l'aide de Pinto, fit reconnaître par l'ONU la réalité et la légitimité du président en exercice du Congo. Pinto poursuivit sa brillante carrière comme juge au Tribunal international de La Haye.

La guerre de l'ONU

La guerre de sécession du Katanga se poursuivit pendant deux ans. Ce fut la première et dernière guerre que mena l'ONU, avec des troupes disparates, payées grassement et jouant parfois un jeu politique aussi caché que dangereux. Le Secrétaire général Dag Hammarskjöld y perdit la vie, son avion s'étant écrasé de nuit à la frontière entre le Katanga et la Zambie. Il devait atterrir dans une ville s'appelant Ndola. Mais l'altimètre du pilote belge était réglé sur un autre aéroport, près de Léopoldville, appelé Ndolo. Il existe une autre explication que m'a fournie un pilote de la Sabena : le pilote de l'avion de Monsieur H, comme on l'appelait, avait déjà fait une fois le

voyage pendant la journée, soit 6000 km. et était fatigué, commettant une terrible erreur de navigation. L'ONU confia l'enquête au chef de la Sûreté de Genève, Charles Knecht – un bon ami. Par permission spéciale, vingt ans plus tard, j'ai pu obtenir des archives de l'ONU à New York de pouvoir consulter le dossier. Aucun doute n'est possible : il n'y a pas eu d'attentat contre « Monsieur H » comme on l'avait fait croire.

Le Birman U Nu remplaça Monsieur H. Il eut la bonne idée de nommer un commissaire général pour le Congo et demanda au Ghanéen Robert Gardiner de mettre fin à la guerre du Katanga, ce qui fut fait « à l'Africaine », c'est-à-dire sans intervention extérieure. Gardiner vint chez nous présenter son plan qui écartait les personnages douteux qui s'étaient glissés dans les rangs onusiens. Plus tard, il devint directeur de la Commission économique pour l'Afrique, avec siège à Addis Abeba.

La discipline à chaque heure

Par une radieuse après-midi tropicale, alors que je me promenais à une centaine de mètres du QG de l'ONU, j'aperçois trois gaillards qui me foncent dessus. L'un d'eux me met un couteau sur la gorge, tandis que les autres me dévalisent. Réagir serait suicidaire. Ils me somment de leur remettre mon porte-monnaie, heureusement presque vide, ainsi que ma montre, puis ils me laissent partir. Furieux, je les suis et je les invective, leur criant que j'étais au Congo, leur pays, pour les aider à le reconstruire, qu'ils m'entendaient tous les jours à la Radio nationale et que je travaillais sans salaire. Les lascars s'éloignent et se concertent. L'un des lascars revient vers moi, me rend ma montre et le porte monnaie...vide. Rarement ai-je eu aussi peur, et rarement Dieu m'a-t-il donné le courage et la présence d'esprit nécessaires.

Et l'Afrique du Sud ?

Dans notre « équipe congolaise » se trouvaient plusieurs Africains très engagés sur le plan politique et moral, profondément préoccupés par l'avenir du continent noir. En particulier le Dr William Nkomo, spécialiste en chirurgie thoracique, militant de

la première heure pour les droits des Noirs dans son pays. Il s'était engagé avec Mandela pour fonder la section jeunesse du Congrès national africain au programme très dur, pour « jeter les Blancs dans la mer » et leur arracher le pouvoir. Convaincu que chaque homme, qu'il soit Blanc ou Noir, peut changer d'attitude, N'Komo ne craignait jamais d'affirmer ses convictions après les projections de *Liberté*. Il se faisait chaleureusement applaudir.

J'ai été chez lui, dans sa maison de la banlieue de Pretoria. Il avait fait venir quelques uns de ses amis pour discuter de l'avenir du pays, et se demandaient « de quel côté se trouvait Dieu ? ». Nulle part ailleurs en Afrique n'ai-je ressenti le besoin de faire tomber les murs érigés entre races, tribus et religions.

Lors de l'un de mes voyages en Afrique du Sud, j'ai passé plus d'une heure avec le Doyen de la Faculté de théologie de Pretoria, W. Heynes. Il m'avait vivement impressionné, cherchant comment mettre en pratique les paroles de St Paul aux Ephésiens : « Car il est notre paix, lui qui des deux n'en a fait qu'un (Juif et Païen) et qui a renversé le mur de séparation ». Je devais le revoir à Genève, où il vint avec son épouse dîner chez nous. Madame était pétrifiée de ce qui pouvait se produire dans son pays. Elle ne dormait presque plus. Elle savait que son mari courait de grands dangers. Effectivement, quelques années plus tard, il fut assassiné pendant la nuit par des inconnus qui courent toujours, sans doute par des Blancs qui n'avaient pas digéré ses courageuses prises de position pour que l'apartheid soit déclaré un péché et disparaisse de la Constitution de l'Eglise réformée hollandaise (Dutch Reformed Church). La police n'a jamais trouvé l'identité des meurtriers. A Genève, M. Heynes avait pris un déjeuner secret chez l'ambassadeur d'Afrique du Sud avec Emilio Castro, alors Secrétaire général du Conseil oecuménique des Eglises (COE), membre de notre Conseil de paroisse du Petit-Saconnex, avec lequel j'avais souvent discuté du problème sud-africain et de la meilleure façon d'y mettre en pratique une véritable réconciliation entre les races.

10 . Retour au pays

Pendant que je remplissais les tâches qui m'étaient dévolues dans divers continents, il est évident que la question du mariage me travaillait énormément. Mon père me répétait sans cesse : « Il n'est pas bon que l'homme soit seul ». Il avait tout à fait raison. Mais comment trouver et connaître la personne avec laquelle je serais prêt, un jour, à conclure un pacte pour la vie? Comme beaucoup de mes camarades, j'avais fait la connaissance de plusieurs jeunes filles auxquelles j'étais prêt à ouvrir mon cœur. Je leur suis reconnaissant de l'amitié qu'elles m'ont témoignée sans aller trop loin.

Alors que je me trouvais seul à Dakar pour Noël, je passais et repassais dans mon cœur les possibilités qui s'offraient à moi. Quasi perdu dans une ville inconnue, sans amis, je suis allé un matin prier dans la cathédrale de la ville pour demander à Dieu avec ferveur ce que je devais faire, étant donné que mon engagement de vie demeurait ma priorité. Une voix intérieure, puissante et sans appel, m'a alors saisi : « Tu épouseras Claire-Lise Oltramare ». Je suis ressorti de l'église tranquilisé et sûr de moi. Nous avions fréquenté la même école enfantine. Nos parents se connaissaient bien. Nous avions une perception semblable de ce que Dieu pouvait faire dans le monde. Même langue : même culture. Même milieu familial. Mon père était le pasteur de ses grands parents. Le grand-père de Claire-Lise, Camille Barbey , l'appelait « soleil » ! Que tout cela était naturel.

La prochaine question, évidemment, était de savoir où se trouvait Claire-Lise : Amérique du sud, Angleterre, Suisse ? Je nourrissais quelques appréhensions en pensant aux garçons qui pourraient me la prendre – comme si elle était à moi !

Au bout du compte, j'ai dû attendre sept ans jusqu'à ce que nous nous rencontrions et que je puisse faire ma demande en mariage en bonne et due forme. J'ai d'abord rencontré les parents. Le docteur Oltramare avait été très malade, et il me reçut allongé sur une chaise longue. Assez ému, il me rappela avec humour que ce

n'était pas à lui, mais à sa fille de dire oui ou non . Le soir venu, j'ai demandé à Claire-Lise si elle serait prête à partager ma vie. La pauvre, elle qui venait d'accepter dans son cœur de faire la volonté de Dieu jusqu'au bout, même si cela signifiait qu'elle ne se marierait jamais s'écroula dans un fauteuil ! Après une merveilleuse soirée passée ensemble, je rentrai chez moi totalement apaisé, sûr d'avoir fait ma part. Mais elle ne ferma pas l'œil et me réveilla le lendemain matin pour me dire : »Oui, de tout mon cœur ». Elle me dira plus tard que cette rencontre inattendue avait été un choc, même si elle avait souvent pensé à moi depuis longtemps. Mais ma demande, assez abrupte, je le concède, lui coupa l'appétit pendant une semaine !

Puis vint le temps des fiançailles, des découvertes l'un de l'autre, des présentations aux membres de la famille que je ne connaissais pas. Merveilleux. Et puis, tout d'un coup, mon beau-père est décédé, devant moi, un mois après nos fiançailles. Il avait encore fait des visites chez des malades le matin, et il mourut juste avant le déjeuner d'un arrêt cardiaque. L'après-midi, des malades téléphonaient encore pour demander des rendez-vous. C'est moi qui ait dû annoncer à mon beau-frère Augustin, qui se trouvait à l'université, le décès de son père. Pas facile.

Six semaines plus tard, avant Noël, nous nous sommes mariés à St. Gervais, répétant nos promesses devant les pasteurs – Pierre Regard, mon pasteur au Congo, et mon père qui nous remit la Bible donnée par l'Eglise. Notre verset de mariage représentait tout un défi : « Il nous a donné le ministère de la réconciliation » (II Cor.5 :18). On ne raconte pas un mariage, on le vit, devant beaucoup de monde. De la réception, je me souviens surtout du discours d'Antoine, mon autre beau-frère, qui expliqua ce que voulait dire Lal, le petit nom de Claire-Lise : sans le C, le i, le r, le e, etc. !

Voyage de noces à Crans et à Londres. Retour à Genève pour se préparer à partir au Congo. Un mois après notre mariage, je partais seul – après avoir beaucoup pleuré. Mais je pensais que Claire-Lise me rejoindrait, une fois notre maison mieux installée que pour des célibataires. J'ignorais que quelques semaines plus tard, les « simbas », les soldats rebelles venus du l'Est du pays allaient lancer une importante

offensive. De toute évidence, il n'étais pas sage pour une jeune femme blanche qui ne connaissait pas le pays de se rendre dans les camps militaires. Me revoilà seul pendant quatre mois, guettant le courrier.

Après plusieurs aller-et-retour, nécessaires pour terminer notre travail au Congo, nous avons rendu la maison au gouvernement qui l'avait mise à notre disposition, remis notre matériel à la communauté jésuite avec laquelle nous avions de fréquents contacts et sommes revenus en Suisse, où l'on me confia différentes tâches, dont celle d'être rédacteur de la « Tribune de Caux ». Nous eûmes de la peine à trouver un logement à Genève. Cela devenait urgent, car le « petit Nicolas » s'annonçait. J'ai visité tous les chantiers de Genève, jusqu'à ce que j'en découvre un dont le régisseur m'était connu. Il ignorait que la construction était terminée. Nous fûmes les premiers locataires, au Petit-Saconnex, à côté de l'immeuble où allait vivre pendant quelques mois ma belle-mère avant son décès prématuré. Par chance, mon père put trouver un studio à la Maison de retraite du Petit-Saconnex, dont il avait été l'aumônier pendant quatorze ans. Il y vécut trois ans, poursuivant dans la tranquillité son travail de pasteur, rendant visite à une personne différente chaque jour.

Marie-Christine étant arrivée pendant ce temps – quelle joie après quatre ans d'attente – nous avons alors décidé de ne plus travailler comme cadres permanents du Réarmement moral et de chercher un travail qui nous permette de vivre normalement. Nous avons beaucoup prié pour qu'une porte s'ouvre. Un jour, je reçois un téléphone d'Olivier Vodoz, président du Parti libéral, qui cherchait un secrétaire général et voulait m'offrir le poste. A cinquante ans, le jour où j'avais rendu à l'arsenal mes affaires militaires, j'ai prononcé mon discours d'acceptation devant le Bureau du Parti. C'était, pour moi, la suite naturelle de mon engagement patriotique. Mais tout ne fut pas facile dans un travail qui débutait à 8h du matin et se poursuivait jusque tard le soir. Mon meilleur moment fut sans conteste celui où j'ai pu annoncer au président du Parti, qui n'en croyait pas ses oreilles, que nous avions gagné sept sièges au Conseil municipal de la Ville. Pendant cette période, j'ai revu nombre d'anciens camarades du Collège, qui occupaient des postes importants dans la République. J'ai fait la

connaissance de centaines de gens nouveaux, certains ne pensant qu'à leur avenir, d'autres à celui du pays. J'ai appris des tonnes de choses sur Genève et la Suisse, son administration, ses lois, les mille et une façons de gagner des élections. J'ai eu la chance de travailler aux côtés de Raymond Foëx, procureur général, sans conteste le meilleur orateur de la République et chrétien engagé. Ensemble nous avons écrit une nouvelle Constitution fédérale, grâce à l'appui éclairé d'André Gautier, conseiller national. J'ai aimé me mêler aux travaux des jeunes libéraux, pleins d'idéal et de malice. Sur le plan pratique, j'ai pu réaliser les objectifs que je m'étais fixés : « informatiser » le Parti, reconstituer ses archives, trouver de nouveaux locaux et remettre en marche des commissions de travail pour alimenter ses représentants dans les parlements municipaux, cantonaux et fédéraux.

Conseiller municipal

Le saut du Congo à la Suisse ne fut pas aisé. Tout était tellement différent. Un jour, « cousine » Colette Oltramare, l'une des premières femmes à entrer au parlement municipal, me mit au défi de me lancer à mon tour dans la politique. « Nous avons besoin d'hommes comme vous », me dit-elle. Sans aucune ambition quelconque j'avais accepté d'assurer la présidence de l'Association des parents d'élèves de l'école primaire de Budé, ce qui me fit connaître. Sans que l'on me demande rien, je constatai que mon nom figurait sur la liste des candidats au Conseil municipal. Je ne fus pas élu du premier coup, mais dans les « viennent-ensuite ». Ce fut le début de onze ans de présence politique, là où il ne faut jamais craindre d'exprimer ses opinions, face aux intrigues de toutes sortes. Je suis fier d'avoir contribué à lancer les Archives de la Ville, d'avoir travaillé avec des hommes d'autres partis pour obtenir des majorités substantielles. Surtout, je suis heureux d'avoir terminé en lançant une procédure de naturalisation qui ne soit pas simplement une formalité administrative, mais une prise de contact avec des autorités qui expliquent l'histoire de Genève et rendent les candidats conscients d'appartenir à une fière République. De la gauche communiste à notre Parti, j'obtins l'unanimité ; je fus reconnaissant de l'appui de

mes collègues pour cette fin de carrière parlementaire, grâce à laquelle j'ai retrouvé « ma » ville avec des hommes et des femmes de tous les milieux. Vue sous cet angle, la politique devient très enrichissante.

Plume au vent

Après ces années dans la politique genevoise, je me lançai dans le journalisme – ma passion. D'abord avec « L'Ordre professionnel » - devenu « Entreprise romande » ; puis avec « Le Démocrate » de Delémont, ce qui me plongea dans les bagarres pour l'indépendance du Jura. La « Correspondance politique suisse » me mit en contact avec de nombreux cercles. André Luisier vint me chercher pour être le correspondant du « Nouvelliste », quotidien en principe catholique du Valais romand ; nous connûmes quelques empoignades au sujet de la guerre d'Algérie, mais mes chroniques paraissaient malgré tout. Correspondant au Palais des Nations, je commençai mon travail pour les Valaisans en 1974, lors de l'invasion de Chypre par les Turcs. C'est à cette époque que j'ai connu un collègue qui devint un ami pour la vie, Roger de Diesbach. Avec lui, qui travaillait pour l'ATS, j'ai appris les principales « ficelles du métier », entre autres à contrôler plusieurs fois toutes les nouvelles et à me méfier de toute désinformation.. Lors des négociations entre Grecs et Turcs, nous découvrîmes un matin, vers 4 heures, M. Mavros, ministre des affaires étrangères de Chypre, qui prenait l'air dans le parc du Palais des Nations après une nuit de durs affrontements et qui nous raconta tout ce qu'il avait fait pour éviter une guerre entre les deux peuples qui se font face en mer Egée.

Dans ma vie professionnelle, les quinze ans passés comme correspondant du « Journal de Genève » furent de loin les plus enrichissantes. Alors qu'Antoine Maurice était chef de la rubrique étrangère, nous nous téléphonions chaque matin pour suivre l'actualité et décider quel article je devais écrire. Tous mes collègues du Journal – à quelques exceptions près - avaient des qualités intellectuelles dans lesquelles je me retrouvais. Même si mon salaire était dérisoire, j'ai aimé cette ambiance. Souvent invité par des ambassadeurs, mon travail de correspondant, à Genève comme à

l'étranger, était reconnu comme précieux. Aussi la disparition du « Journal » fut-elle pour nous tous un choc, pire, une trahison.. Je devais le faire reconnaître dans un livre intitulé *Un journal, témoin de son temps* où j'assurai la partie internationale. J'en avais lancé l'idée : grâce à Georges Urban, ancien président du Conseil, à Jean de Senarclens, et à beaucoup d'autres, nous avons cherché à rendre hommage à un instrument de culture plus que centenaire qui fait aujourd'hui cruellement défaut.

11 . La guerre froide sur le palier

Habitant le quartier très « international » du Petit-Saconnex, il était parfaitement normal que des diplomates ou haut fonctionnaires internationaux viennent y vivre. Nous habitons au 3^{ème} étage d'un immeuble qui en compte dix. Au fil des ans, nous avons vu une famille soviétique s'installer, une autre hongroise. Des gens parfaitement corrects. Mais quand une famille roumaine est venue s'installer à côté de chez nous, sur le même étage, je suis allé consulter la régie immobilière pour l'alerter sur ce que je considérais comme une concentration beaucoup trop importante de personnes qui n'avaient la permission de vivre à Genève que par les ordres du parti communiste. Comme tout autre démarche était impossible, je me promis de ne pas chercher à entrer en contact avec ces voisins.

La famille roumaine qui vivait avec nous au deuxième étage avait inscrit leur fille dans une école de danse que notre fille Marie-Christine, âgée de 14 ans fréquentait aussi. Quoi de plus naturel que ces jeunes se parlent et nouent des liens d'amitié ? Le père de famille était directeur de l'UNIDIR (Institut des Nations unies pour les recherches sur le désarmement), une petite entité financée par des gouvernements et des fondations que le président Giscard d'Estaing avait contribué à créer. Haut fonctionnaire dans la section du Désarmement à New York, le Roumain Liviu Bota avait été choisi par ses pairs pour sa compétence et sa connaissance des régimes de l'Est.

Il avait fait ses études à Moscou, parlait couramment le russe et avait fréquenté à l'Académie de Moscou tous les futurs dirigeants de l'époque Gorbatchev.

Noël 1985 approchait et nous ne nous étions toujours pas rencontrés. Cependant, par l'intermédiaire de notre fille, les épouses firent connaissance. Le lendemain de Noël, Liviu Bota reçut un télégramme du Ministère roumain des affaires étrangères lui demandant de venir immédiatement à Bucarest « pour consultations urgentes ». L'ambassade délivra à Liviu Bota un billet d'avion simple course – bizarre se dit celui-ci. Il s'attendait à son arrivée à Bucarest à être reçu par un représentant du Ministère, mais il n'y avait personne. Personne non plus au téléphone. Le lendemain un fonctionnaire lui déclara que sa venue n'était pas attendue, et qu'il aurait pu attendre un peu. Mais on confisqua son passeport diplomatique. Par téléphone, il expliqua à son épouse demeurée à Genève « qu'il y avait des complications et que son retour serait sans doute retardé. »

Pendant ce temps, à Genève, Mme Bota – appelons -la de son prénom, Sandra – commençait à s'inquiéter. Nous avons appris ce qui se passait par nos filles. Ma femme et moi nous sommes dits que nous ne pouvions pas laisser la situation se détériorer, suspectant le dictateur Ceausescu de manigancer quelque chose. A l'ONU, on était inquiet et le secrétaire de la conférence sur le désarmement prit contact avec le Secrétaire général, à l'époque Javier Perez de Cuellar qui se trouvait à New York. De nombreux télégrammes furent envoyés à Bucarest. Avec mes collègues du *Journal de Genève* nous prîmes la décision de porter l'affaire dans le domaine public et je publiai un article qui fit du bruit, alors que certains haut fonctionnaires de l'ONU me reprochaient d'avoir « politisé » l'affaire, ce qui ne faciliterait pas les démarches auprès du gouvernement roumain. Je fus soutenu par quelques ambassadeurs, pendant que Liviu envoyait des messages à ses employés de l'UNIDIR pour leur expliquer qu'il était « empêché » de reprendre son poste comme directeur.

A Bucarest, il devint évident que le régime ne souhaitait pas que Liviu Bota retourne à Genève. Ce poste devait aller à un proche de la famille du dictateur qui demanda la démission du directeur de l'UNIDIR. Au niveau de la hiérarchie onusienne,

un haut fonctionnaire du rang de M. Bota est nommé par le Secrétaire général. Celui-ci fit comprendre au gouvernement roumain que Liviu Bota devait présenter sa démission en personne à New York – ce que Bucarest refusa. Dès lors, Bota fut mis en résidence surveillée. Chaque jour il se rendait aux bureaux du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), veillant à ne jamais sortir seul ni à se mêler à des foules. Il savait que beaucoup de personnes avaient disparu en se faisant renverser sur un trottoir par une voiture officielle. Son téléphone était bien sûr sous surveillance.

A Genève, des agents de la « Securitate » - les services secrets roumains – avaient reçu l'ordre de tout faire pour que Mme Bota et sa fille rejoignent la Roumanie. Ils venaient de préférence un dimanche après-midi et restaient plusieurs heures. Ils parquaient leur voiture diplomatique devant notre maison pour procéder à l'enlèvement de l'épouse du diplomate qui n'aurait plus d'excuse d'invoquer son droit de vivre avec sa famille pour revenir à Genève. L'épreuve était terriblement dure pour Sandra. Si les agents étaient parvenus à la saisir, notre fils était devant l'ascenseur prêt à s'interposer. J'avais averti un juge. La sûreté fut alertée.

A Berne, le Département des affaires étrangères, chargé, entre autres, de la protection des fonctionnaires de l'ONU selon les Accords sur les droits et immunités du corps diplomatique joua pleinement son rôle auprès du gouvernement roumain.

Voici la lettre que m'envoya le président de la Confédération, Pierre Aubert, chef du Département des affaires étrangères :

Cher Monsieur,

Berne, le 22 octobre 1987

J'ai été extrêmement sensible à votre lettre du 14 octobre 1987 et je vous en remercie chaleureusement. Ce message de sympathie m'a fait très plaisir.

Le sort de M. Liviu Bota continue de nous préoccuper et je peux vous assurer que nous ferons tout ce qui est possible pour qu'une solution conforme aux principes du droit international et du respect des droits de l'homme puisse être trouvée pour régler son cas.

Veuillez agréer, cher Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée

Les visites de la « Securitate » avaient affecté la résistance de Sandra. Nous la voyions chaque soir, écrivant des lettres dans le monde entier. Claire-Lise a même écrit au président Reagan ! Nous savons que François Mitterrand est intervenu, Jacques Chirac aussi, de même que le président du Nigeria, le secrétaire général de l'OTAN, et beaucoup d'autres. Pour ma part, j'entretenais un dialogue régulier avec l'ambassadeur de France, qui présidait la Commission chargée de bannir les armes chimiques. Nous nous parlions le soir, et j'allais téléphoner au « Café du Soleil » pour que nos conversations ne soient pas écoutées par des intrus.

Les choses prirent une tournure dramatique quand une pharmacienne roumaine tenta d'empoisonner Sandra. Nous la retrouvâmes in extremis dans son garage. Elle fut transportée aux urgences de l'Hôpital cantonal où je l'accompagnai avec deux infirmiers tamouls qui firent l'impossible pour la ranimer. Merci à eux. Elle était dorénavant sous le contrôle de la Sûreté qui prit sur elle de la faire disparaître pendant une semaine chez des amis diplomates à Versoix -ce qui irrita fort l'ambassadeur roumain qui aurait été en mesure de l'emmener à Bucarest. Puis elle partit se remettre chez mon beau-frère à Château d'Oex où la Sûreté vaudoise montait la garde devant l'hôtel jour et nuit.

Ce furent finalement les Américains qui l'emportèrent sur Ceausescu, après près de deux ans de pressions diplomatiques, de votes à l'Assemblée générale de l'ONU et la menace de ne pas renouveler la clause de la nation la plus favorisée au bénéfice de la Roumanie. La presse joua un grand rôle. Merci à mes collègues du Palais des Nations qui osèrent prendre position. Quant au personnel de l'ONU, tant à Genève qu'à New York, il se mobilisa avec conviction en faveur de leur collègue. Ceci suscita la naissance d'une « Association pour la défense des fonctionnaires de l'ONU dans l'exercice de leur fonction » ce qui permit d'en sauver un certain nombre en Afghanistan et ailleurs par le poids politique que ces hommes et ces femmes représentaient. Le général Vernon Walters – un officier de premier ordre qui parlait

six langues – avait bien « chauffé » le Département d'Etat avant la dernière visite du Secrétaire d'Etat adjoint, John Whitehead qui passa deux heures avec le dictateur roumain et finit par le convaincre de laisser partir Bota le lendemain. Ce dernier fut accompagné par quatre agents de la police secrète qui le suivirent jusqu'à l'intérieur de l'avion et lui rendirent son passeport. Ils voulaient lui prouver que les services secrets sauraient toujours le retrouver.

A son retour à Genève, Liviu Bota fut accueilli par la presse internationale, devant laquelle il prononça quelques mots. Mais le plus émouvant se produisit le lendemain, dimanche matin, lors du culte au Temple du Petit-Saconnex. Sandra raconta son aventure, comment elle avait trouvé une foi qui avait banni ses peurs. Puis Liviu prit à son tour la parole ; lui qui n'avait jamais été un chrétien convaincu avait trouvé au cours de l'épreuve qu'il venait de subir pendant deux ans tant de preuves inattendues de la présence de Dieu que toute son optique en avait été transformée. Puis il remercia la paroisse d'avoir régulièrement prié pour lui pendant son absence tout en prenant soin de son épouse.

12 . Journaliste RP

RP veut dire : « Inscrit au registre professionnel ». Donc à plein temps. Après mes années de rédacteur à Caux et à Paris pour diffuser les nouvelles du Réarmement moral, je me suis lancé dans le journalisme professionnel. J'ai commencé par « Le Démocrate » à Delémont, un quotidien dit de la « 3^{ème} force » dans la lutte du Jura pour recouvrer son indépendance des Bernois qui occupaient le pays depuis le Traité de Vienne en 1815. J'eus à croiser le fer avec Roland Béguelin, leader des indépendantistes. Puis j'y accomplis un cours de répétition au fort de Plainbois, non loin de la frontière française, sous les ordres d'un capitaine qui était maire de Reconvillier et devint conseiller d'Etat. Venant d'une autre unité, il me remercia publiquement, lors du dernier appel, pour l'état d'esprit que j'avais apporté dans la compagnie. Ce qui me remplit de joie.

Puis je fus appelé à collaborer avec « L'Ordre professionnel », journal de la Fédération des syndicats patronaux de Genève, devenu « Entreprise romande ». Histoire de tester mes connaissances, on me demanda une série d'articles sur les matières premières et le commerce auquel elles donnaient lieu. Un excellent apprentissage pour ce qui m'attendait à la CNUCED (Commission de l'ONU pour le commerce et le développement, fondée à Genève par un brillant économiste argentin, Raul Prebisch, un visionnaire pour le développement du tiers-monde.

Un jour je reçus un appel téléphonique d'André Luisier, le bouillant rédacteur du « Nouvelliste » à Sion qui venait d'absorber la « Feuille d'Avis du Valais ». Il venait me demander d'être leur correspondant à Genève, poste que j'occupai depuis 1974, date de l'invasion de la partie grecque de Chypre par l'armée turque. Protestant, libéral, me voilà correspondant d'un journal catholique et PDC. Signe d'ouverture de leur part. Cette collaboration dura presque trente ans, et m'ouvrit les portes du Valais, canton que nous aimons tous.

Le plus difficile restait à faire : entrer au *Journal de Genève* sur une base régulière. Mon rêve. Mes deux premiers essais tombèrent à côté. Claude Monnier, rédacteur en chef, ne voulait pas avoir de collaborateur engagé ailleurs que dans le journalisme : je n'avais aucune intention de quitter le Conseil de la Fondation pour le Réarmement moral, vraiment une occupation peu absorbante (pour moi) et il me fit comprendre que je devais choisir. Mon engagement spirituel passa avant le reste. Puis une autre place se libéra, comme secrétaire de la rédaction étrangère. Antoine Maurice me reçut en me rappelant ce qu'Olivier Reverdin lui avait dit lors de son engagement : « Ce n'est pas au *Journal de Genève* que vous ferez fortune ! ». Pour occuper cette place j'aurais dû démissionner du Conseil municipal de la Ville où j'avais été élu en deuxième position sur la liste libérale. A mon regret, je renonçai au poste offert par le *Journal*. Trois ans plus tard, pourtant, Philippe Grandjean, correspondant auprès de l'ONU, quitta sa place et me proposa pour le remplacer. Je lui dois ainsi beaucoup et je demeure attristé qu'un vilain cancer l'ait emporté en une semaine peu de temps après.

Avec un salaire de misère, me voilà donc au centre des activités internationales de Genève, avec la tâche d'envoyer un article par jour. J'ai vécu ces années avec intensité, jusqu'à la disparition du *Journal* lâché par les banquiers privés. Pourtant, avec d'autres collègues, nous avons souligné lors d'une Assemblée générale des actionnaires combien cet organe de presse genevois était apprécié dans le monde entier. Il était distribué dans toutes les ambassades suisses, à l'ONU à New York, au Quai d'Orsay. Comme correspondant, nous constatons que toutes les portes s'ouvraient quand nous mentionnions pour qui nous écrivions. Cette disparition lamentable a coûté très cher à la presse romande et à la réputation de Genève.

Parmi les événements que j'ai dus « couvrir » je retiens la signature du traité de paix entre Israël et ses voisins : les visites des présidents américains : Carter, Reagan et Clinton. Puis l'impressionnante fin de la guerre froide par la rencontre Reagan-Gorbatchev. Parmi mes voyages, j'ai gardé de profonds souvenirs de la tournée en Europe du conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz qui se battait pour l'EEE (Espace économique européen), un traité qui nous aurait ouvert les portes de l'Europe sans ses inconvénients, torpillé en votation populaire par quelques conseillers fédéraux et la moitié des Suisses Alémaniques. Au Tadjikistan, avec Liviu Bota, j'ai vu l'armée russe au travail à la suite d'une guerre civile. Emmené un dimanche dans les montagnes, j'ai été invité à un mariage musulman ; l'aîné de la famille me fit parler de mon pays. « C'est si loin pour nous » me dit-il ! La guerre dans les Balkans me fit faire trois voyages à Sarajevo, Belgrade et Gorazde. Le général Rose, qui commanda les troupes britanniques lors de la guerre des Malouines, me fit l'honneur d'être assis à sa droite lors du dîner qu'il offrit à notre petit groupe de journalistes au QG des "soldats de la paix" dans Sarajevo assiégé. J'ai admiré la rectitude des généraux de l'ONU, comparée aux coups fourrés des hommes politiques et aux manœuvres de plusieurs Etats.

Pour que l'apport intellectuel et historique du *Journal* ne disparaisse pas dans les magouilles des financiers d'Edipresse, je proposai à un ami d'enfance, ancien président du Conseil d'administration, de consacrer un livre entier à ce quotidien qui fit

tant pour la réputation de Genève. *Un Journal, témoin de son temps*⁹. Avec Jean de Senarclens, ancien président de la Société d'utilité publique et huit étudiants en lettres, nous avons publié un beau livre, qui fut présenté dans les magnifiques locaux de la Société de Lecture. Tous nos efforts pour contrer la publication du *Temps* furent vains. Les financiers étaient trop forts.

13.- Retraite

En principe, la retraite est fixée à 65 ans. Pour moi, qui écrivis ces lignes à 77 ans, j'ai l'impression de ne m'être jamais arrêté. On me confia la présidence de la Maison de retraite du Petit-Saconnex, où mon père avait terminé ses jours. Je restai membre de la Commission administrative pendant 19 ans, et j'eus la fierté de participer à la construction de la Résidence Colladon – un établissement quasi unique en Suisse où les personnes âgées disposent d'un petit appartement, avec soins médicaux dans la maison et un bon repas à midi. Pour agrandir l'infirmerie, nous avons, à quelques-uns récolté un million 600.000 F en dons divers. « C'est grâce à Gustave Ador », me dit une collègue. Effectivement, la famille m'aida beaucoup.

En parallèle avec cette activité sociale, j'eus la responsabilité de remettre en marche les Rentes genevoises qui périllicitaient. Ce fut une rude bataille, mais passionnante par les contacts qu'elle me permit de nouer avec un milieu d'affaires que je n'avais jamais réellement fréquenté. Pour remettre l'institution à flot, il fallut vendre 22 immeubles. Tous les deux ans, nous avons organisé des journées de discussions avec des exposés d'hommes du métier. C'est là que je fis la connaissance de l'ancien conseiller fédéral, Hans-Peter Tschudi, le « père » de l'AVS, et l'ancien premier ministre français Raymond Barre qui convainquit tous les auditeurs sur les vertus de « l'épargne longue ». Le siège de l'institution se trouve dans l'une des plus belles maisons de la Ville, au Molard. Grâce à un architecte de talent, nous avons rénové

⁹ *Un Journal, témoin de son temps* ; Histoire illustrée du Journal de Genève 1826-1998. Editions Slatkine, Genève

tout le bâtiment qui a maintenant fière allure. Un petit livre¹ retrace l'histoire de cette maison dont certains plafonds sont de la main du même artisan qui exécuta ceux de la Salle des pas-perdus de l'Hôtel de Ville. Aujourd'hui, les Rentes genevoises – garanties par l'Etat – sont la seule institution d'assurance de rentes viagères encore en mains genevoises. Toutes les autres ont été vendues à des sociétés étrangères.

A côté de ces activités absorbantes, que je menais tout en exerçant mon métier de journaliste au Palais des Nations, au BIT, au CICR et ailleurs encore, on me demanda de faire partie du Conseil de paroisse du Petit-Saconnex, avant que la charge de président que l'on me confia bientôt. J'eus la chance d'être solidement épaulé par une équipe de femmes et d'hommes convaincus, en particulier par Emilio Castro, secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises.

Une fois ces diverses activités de « retraité » terminées, avec quelques camarades de maturité, nous avons mené une bataille de quatre ans contre la Télévision suisses romande qui avait diffusé un film scandaleux sur l'attitude de la Suisse pendant la guerre. Selon eux, nous étions des vendus à Hitler, la Suisse s'était enrichie grâce à la vente d'armes à l'Allemagne, nous avions refoulé tous les Juifs qui fuyaient le IIIème Reich pour se réfugier chez nous, et autres mensonges. Nous avons dû aller jusqu'au Tribunal fédéral pour obtenir la condamnation de la SSR (Société suisse de radiodiffusion) et faire en sorte que la direction générale ne permette plus à de jeunes journalistes sans expérience de « dire n'importe quoi ».

Attaquée par des avocats juifs de New York pour avoir gardé dans les coffres de ses banques des biens appartenant aux victimes juives de l'Holocauste (camps de concentration), la Suisse dut se défendre. Elle confia entre autres au professeur Bergier, professeur d'histoire médiévale à l'Université de Zurich, la tâche de rechercher dans toutes les archives disponibles les textes relatant les attitudes helvétiques de notre pays pendant la guerre. J'ai bondi et me lançai dans la rédaction d'un livre.² Pour narrer quelques péripéties de la résistance des protestants suisses face au nazisme. Ce

¹ La Maison forte du Molard, par Henri Duboule. Editions Boomerang, Genève, 1992

² Impossible de se taire. Labor et Fides, Genève. 2000

Traduction en allemand par Rudolf Eckert : Widerstehen oder nachgehen. Theologischer Verlag, Zürich 2001

travail, mené tambour battant, me mis en contact avec de nombreuses personnes qui avaient vécu les années de guerre lorsque la Suisse était totalement encerclée par les armées allemandes et italiennes. « Ton livre a beaucoup contribué à retourner la situation », me dit Olivier Fatio, doyen de la Faculté de théologie de l'Université de Genève. Merci à tous ceux qui m'ont aidé à reconstituer quelques pages tragiques de notre histoire.

Tout en poursuivant à vitesse réduite mon travail de journaliste, j'essaie de me faire à l'art d'être grand-père, le plus beau métier du monde. Ballades, jeux, football, visites, goûters plantureux, réunions de famille, tout cela nous rajeunit de trente ans au moins.

Merci à mes petits enfants de nous rappeler combien devient indispensable la prière quotidienne pour leur avenir dans un monde toujours plus fou et difficile. Qu'ils puissent chanter à leur tour : « C'est un rempart que notre Dieu ».

Quelques poèmes d'Orient

Acceptez, Jésus ce poisson de mer.
Il est ce que j'ai de plus cher.
A minuit sous les étoiles
J'ai tendu l'humble voile
De ma barque sans clous
Où tout tient par des ficelles
Me protégeant du vent debout
Qui secouait ma pauvre nacelle.
J'ai sué pour l'attraper
Ce poisson que j'ai happé.
Sur la corde j'ai tiré
Pour amener sur la plage
Le filet bien des fois réparé
Qui contient mon hommage.
Ce sont des pêcheurs comme moi

Il m'a pris par la main

« J'ai tout donné », dis-tu
Pour que l'espoir revienne
Dans un monde apparemment perdu.
J'ai donné mes économies.
J'ai donné ma famille.
Je ne cherche pas de carrière
Je ne reviendrai pas en arrière.
Dieu, il y a bien tôt huit ans
M'a pris par la main.
Il m'a dit : « Suis-moi maintenant »
Et ne crains point.
Tu sera l'un de mes instruments
Pour que le monde marche sur le droit chemin.
Huit ans déjà

Le long d'un autre rivage
A qui, un jour, vous dites : « Toi,
suis-moi ».
Aujourd'hui quand vous
m'appellerez
Soyez sûr, Bon Maître, que je vien-
drai
Vous suivre pas à pas.
Nous irons tout là-bas
Comme alors les rois mages
Aux rayonnants visages
Porter notre offrande
A tous ceux qui vous attendent.

Colombo, 25 décembre 1955

Au cœur du combat
Dans trois continents
D'Orient et d'Occident.
Chaque jour, j'ai besoin de Toi
Pour augmenter ma foi.
J'ai peur de marcher tout droit
En suivant l'ombre d'une croix.
Je calcule et j'hésite ;
Je recule, parasite.
J'ai peur de l'inconnu :
Je recherche le « déjà vu ».
Les cinquante prochaines années
Tu les yeux totalement données.
Que oui ou non je comprenne.

New Delhi, 28 mai 1954

Pour les 70 ans de Maman
J'aime à penser aux toits rouges
D'un petit bourg alsacien
Un matin quand rien ne bouge.
Joyeuse dans le ciel serein.
J'aime à penser aux bruits de l'Océan
Frappant les rocs de l'île d'Oléron
Où l'air marin et fainéant
Fouette le phare à Chassiron.
J'aime à penser à la Savoie.
Micussy, Saint-Jeoire et les Voirons.
Ces petits coins » hors de la voie
De ceux qui font les fanfarons.
Je n'oublie pas Feuillasse.
Le grand ciel et les avions.
La chaîne du Jura qui passe
D'un bout à l'autre de l'horizon.
J'aime à penser à Maman
Jouissant de ces lieux charmants
Donnant à ceux qui l'entourent
La foi, l'espérance et l'amour.

New Delhi, 9 mars 1955